



DOSSIER  
**LES TRANSITIONS**

**DOMINIQUE POTHIER**  
Une terre en commun  
à partager et à protéger !

**INFOGRAPHIE**  
La neutralité carbone, une  
étape nécessaire pour  
une transition écologique  
internationale

**TÉMOIGNAGES**  
en Bretagne

## SOMMAIRE



Les Transitions

Dossier

P.8



Une terre en commun à partager et à protéger

Interview

P.18



La neutralité carbone, une étape nécessaire pour une transition écologique internationale

Infographie

P.20



TÉMOIGNAGES en Bretagne

P.24

### REVUE DU RÉSEAU N°3 - LES TRANSITIONS

**Comité de rédaction** Centraider, Lianes Coopération, Gescod, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Territoires Solidaires, Yvelines Coopération internationale et développement • **Contributeurs nationaux** Véronique Bordes, Franck Lecocq, Sarah Marniesse, Pays de la Loire Coopération internationale, Dominique Pothier, Yvelines Coopération Internationale et Développement • **Contributeurs régionaux** Alain Diulein, Eva Roué, Françoise Ramel, Agathe Neveu, Thomas Mérier • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Remerciements** Franck Lecocq, Dominique Pothier, Jean-Marie Tétard, Hugues Aubin, Quentin Orhant, les étudiants de l'école 3A, Éco-Bretons... • **Elaboration de la revue** Equipes de Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération Internationale, Lianes Coopération, Gescod, Territoires Solidaires, Yvelines Coopération internationale et développement • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau, Thomas Mérier • **Visuel de couverture** unsplash.com • **Directeur de publication** Alain Diulein • **Imprimeur** Imprimerie Gaillard • **ISSN** 978-2-916688-75-6 • **Contact** communication@bretagne-solidaire.bzh • Réseau Bretagne Solidaire est une association loi 1901 soutenue par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et la Région Bretagne • www.bretagne-solidaire.bzh



## ÉDITO

Les événements climatiques vécus dernièrement, les températures hautes supportées, le phénomène de sécheresse subi ont suscité dans les médias des commentaires alarmistes et des articles annonçant les pires catastrophes. Dans la réalité malgré les différents rassemblements des états et des institutions, la volonté de changement et d'évolution de nos comportements pour préserver notre planète apparaît peu lisible voire contradictoire. Il apparaît dans le discours ambiant de nouveaux paradigmes dont l'intérêt urgent d'évoluer vers une attitude respectueuse de la nature.

Nous vivons un monde de transitions, d'évolution d'un état vers un autre. Il nous faut réfléchir pour parvenir à modifier nos modes de vie et de consommation respectueux de l'environnement mais aussi de l'humanité c'est-à-dire chacun d'entre nous.

Notre revue, depuis des années, présente un thème afin de proposer des alternatives et de générer des solutions. Réfléchir sur les transitions, c'est se tourner vers les actions locales déclinées au quotidien, c'est aussi prendre de la hauteur, s'informer, échanger, se nourrir de travaux scientifiques permettant d'enrichir nos actions.

La revue numéro 3 nationale et régionale propose, à la fois, une approche plus globale du phénomène des transitions comme les articles de l'Agence Française de Développement et de Dominique Pothier mais aussi des initiatives locales comme l'action Makers Nord Sud, le témoignage de Pamphile Valéa, le concours interlycées, Sahara Drask Eskem...

Nous voyons ainsi que des initiatives sont prises à tous les niveaux. Il convient maintenant de concevoir avec nos différents interlocuteurs et partenaires une alternative au fonctionnement actuel de notre monde : surconsommation, gaspillage, individualisme, repli sur soi.



**Il convient maintenant de concevoir avec nos différents interlocuteurs et partenaires une alternative au fonctionnement actuel de notre monde : surconsommation, gaspillage, individualisme, repli sur soi.**

La réflexion sur les transitions énergétique, alimentaire, agricole... permettra une prise de recul vis-à-vis de ce système global, simpliste qui inéluctablement mènera à la destruction de notre planète.

Enfin, il est important de donner notre avis, à la fois, dans notre environnement proche mais également auprès des décideurs pour influencer sur l'avenir.

Alain Diulein >

Président du Réseau Bretagne Solidaire

# LES TEMPS FORTS SOLIDAIRES DE L'AUTOMNE 2022 EN BRETAGNE

À l'automne 2022, 3 grands temps forts, organisés au niveau national (Mois de l'ESS) et international (Alimentterre et Festisol), trouveront un écho en Bretagne. Ces campagnes valorisent les initiatives solidaires - qu'elles soient locales ou internationales - des acteurs de notre territoire.

Ces temps forts portent un message commun : celui de la nécessaire transition vers une nouvelle économie, respectueuse des peuples et de notre planète. Transition alimentaire, transition écologique, transition économique et sociétale... pour construire un monde plus équitable et durable !

Partout en Bretagne, de la métropole à la plus petite commune, des événements sont construits et organisés par des collectifs très actifs en Bretagne : projections de films documentaires, marchés alimentaires et solidaires, conférences, marches, démonstrations artistiques, expositions, ateliers, visites, animations auprès des jeunes...



**Du 15 octobre au 30 novembre**  
Le Festival de films ALIMENTTERRE est un événement international sur l'alimentation durable et solidaire. Durant 6 semaines, des projections-débats sont organisées en France et à l'international.



**Du 1er au 30 novembre**  
Le Mois de l'économie sociale et solidaire est le moment idéal pour comprendre ce que représente cette forme d'économie et découvrir ce qu'elle apporte à notre société en pleine transition. Partout en France, des événements sont organisés pour aller à la rencontre de celles et ceux qui font l'ESS !



**Du 18 novembre au 4 décembre**  
Le Festival des Solidarités (Festisol) est un rendez-vous international pour promouvoir et célébrer les solidarités. Il offre un espace à tou-te-s celles et ceux qui souhaitent porter haut et fort sur leur territoire la défense des droits humains. L'objectif ? Donner envie à tou-te-s d'agir pour un monde plus juste, solidaire et durable !

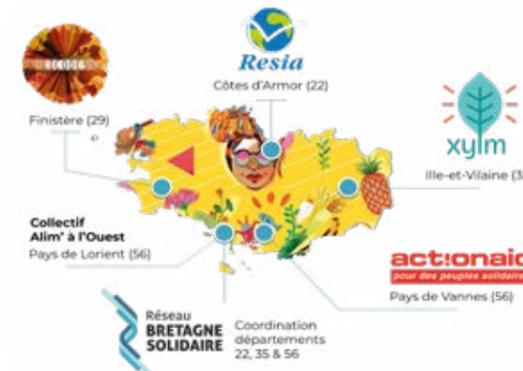
## POURQUOI C'EST IMPORTANT ?

### SOLIDARITÉS LOCALES ET INTERNATIONALES : UNE MÊME VALEUR

Ces 3 temps forts aborderont les questions d'interdépendances dans nos sociétés mondialisées et font donc le lien entre local et international : environnement, migration, inégalités, genre, pauvreté, alimentation, finance, commerce... La solidarité constitue une réponse à ces défis qui nous concernent tou.te.s ! En Bretagne, le Festisol est porté par de nombreux acteurs coordonnés par la Maison Internationale de Rennes ; le pôle ESS du Pays de Brocéliande ; la Ville de Fougères ; l'association Kaibigan Emeraude ; le Resia et la Ville de Saint-Brieuc ; la Ville de Lannion ; la Métropole de Brest, la Maison du monde à Morlaix, Le Cicodes et la Ville de Quimper, Pont-Labbé solidarité internationale à Pont Labbé et l'association Optim'ism à Lorient.



Photo : Concert de Sitala : événement Festisol 2022 à Saint-Brieuc



### ALIMENTATION DURABLE ET SOLIDAIRE : ET DEMAIN ?

Pour les organisateurs du Festival ALIMENTTERRE, il est évident que l'avenir se joue dans nos assiettes ! Appauvrissement des sols, changement climatique, accès aux semences paysannes, droits à une alimentation décente, accès au foncier agricole, dégâts de l'agriculture intensive... sont autant de sujets abordés pendant ces temps forts.

### ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : DES VALEURS HUMANISTES

L'ESS se différencie de l'économie classique car elle est définie comme non lucrative et démocratique. Les associations, coopératives, mutuelles et fondations se distinguent dans leurs activités par de réelles pratiques démocratiques, favorisant l'émancipation des personnes et leur pouvoir d'agir. Les acteurs de l'ESS visent à construire un monde durable, dans lequel l'économie sociale et solidaire apporte de nombreuses réponses aux besoins humains et aux enjeux de la transition.





## BAROMÈTRE

**Le premier baromètre inter-RRMA des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale vient de sortir. Dans une logique multi-acteurs, il permet d'identifier et de valoriser l'implication des acteurs et des territoires ainsi que leur rôle essentiel dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).**

A travers sa mission de recensement et d'identification des acteurs et des projets dans chacune des régions, c'est au fur et à mesure, une fonction d'observatoire que les RRMA ont pour objectif de développer.

Cette mission poursuit diverses finalités :

- Développer une connaissance fine des acteurs de leur territoire – qui fait quoi où et dans quel domaine – pour faciliter la mise en réseau des acteurs
- Observer/repérer les évolutions du secteur et les avancées en matière de contribution du territoire aux ODD
- Produire de la connaissance pour renforcer les pratiques et aider à la décision. Ce premier état des lieux des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale agrège les données de 10 réseaux régionaux multi-acteurs. Dans une logique multi-acteurs, il permet de mettre en lumière l'implication des territoires en matière de coopération et de solidarité internationale ainsi que leur rôle essentiel dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Cet état de lieux se base sur les données quantitatives collectées par 10 réseaux impliqués sur la base d'un thésaurus commun. Au total, au 30 septembre 2021, 10 091 acteurs ont ainsi été identifiés, et leurs données ont été traitées dans le cadre de cet état des lieux.

Ce thésaurus inclut différentes entrées :

- Une entrée par typologie d'acteurs : est considérée comme "acteur de la coopération et de la solidarité internationale", toute structure ayant œuvré ou étant engagée dans au moins un projet réalisé ou en cours de réalisation, quel que soit le pays concerné ou le domaine d'intervention
- Une entrée selon les départements où se situe le siège des structures
- Une entrée géographique selon les zones et pays d'intervention des structures
- Une entrée selon leurs secteurs d'intervention classés en 18 items
- Enfin, une répartition selon leur contribution aux ODD.

Rendez-vous sur le site Internet du Réseau Bretagne Solidaire pour référencer votre structure : [www.bretagne-solidaire.bzh](http://www.bretagne-solidaire.bzh)



## VIÉ DU RÉSEAU

## L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RÉSEAU BRETAGNE SOLIDAIRE SOUS LE SIGNE DES MUTATIONS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Après deux ans en distanciel dus aux contraintes sanitaires les adhérents et membres ont pu se retrouver le 29 juin dernier lors de l'assemblée du Réseau Bretagne Solidaire à La Colloc d'en face à Lorient.

Le Président, Alain Diulein, a présenté le rapport d'activité 2021, réalisé un panorama des projets en cours et spécifié le plan d'action devant près de 50 participant.e.s.

Cette assemblée générale a été l'occasion de rencontrer d'autres acteurs bretons et d'échanger autour d'ateliers sur les mutations de la solidarité internationale. Une réflexion sur ce thème a été enclanchée et se poursuivra en 2022.

## UNE PREMIÈRE POUR LES ASSISES DES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS

Les premières assises des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA) ont eu lieu le jeudi 29 septembre à Orléans en présence des représentants des RRMA et de leurs partenaires. Merci à l'ensemble des participants pour la forte mobilisation aux Premières Assises de la CIRRMA centrées sur les enjeux de territorialisation de l'aide et des modalités d'action en réseau. Ce temps de rencontre inter-réseaux s'est poursuivi avec les Rencontres Techniques pendant 2 jours où les salariés et administrateurs des réseaux ont travaillé sur l'amélioration de leurs pratiques et des dynamiques entre chaque réseaux régionaux.

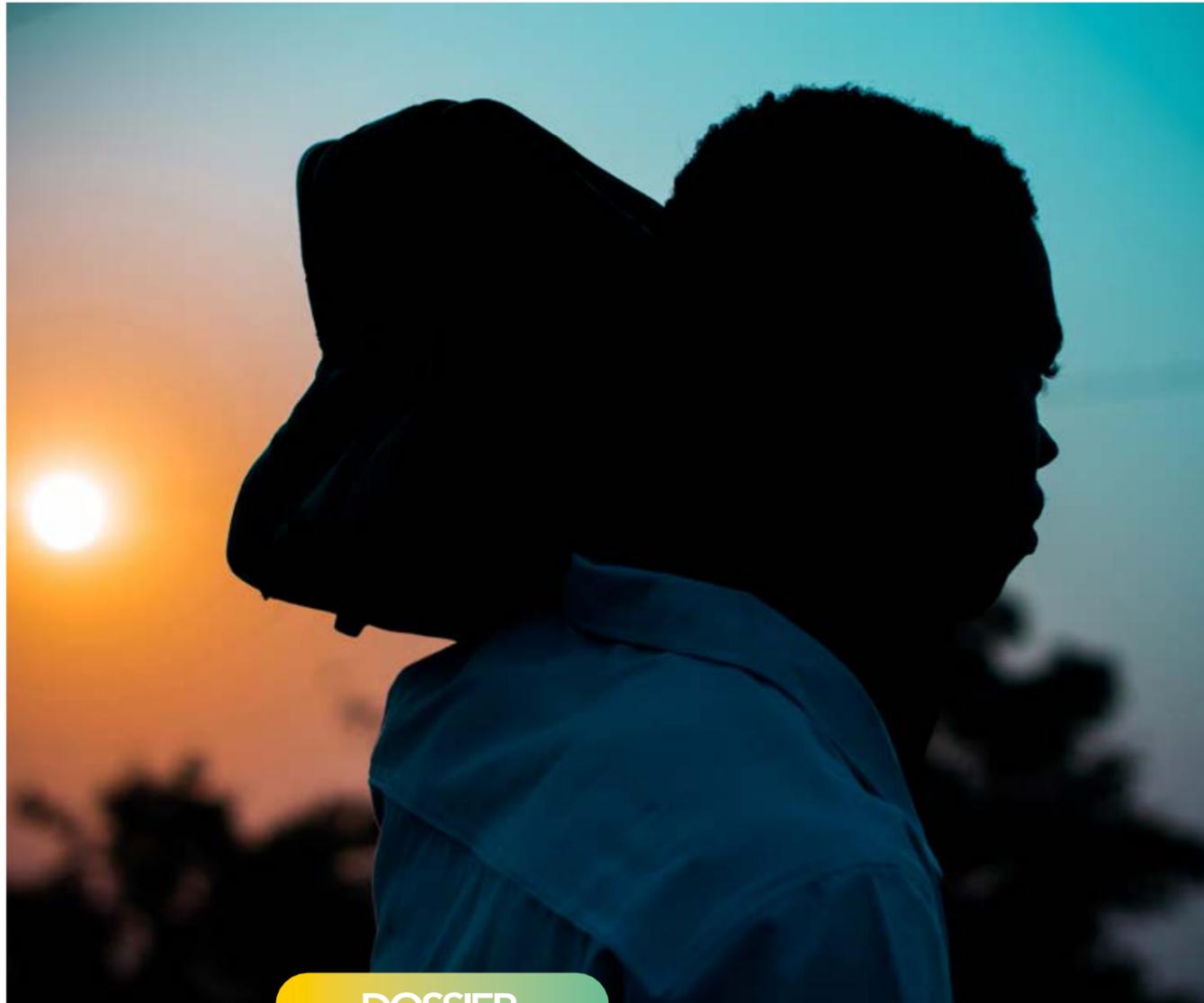


DOSSIER

# LES TRANSITIONS



Photo : Unsplash.com



DOSSIER

Photo :  
Unsplash.com

## LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT QUELQUES ENSEIGNEMENTS DU RAPPORT DU GROUPE III DU GIEC

**Franck Lecocq**  
> Directeur du CIRED et co-auteur du dernier rapport du GIEC

Le groupement intergouvernemental d'étude du climat (GIEC) est une organisation internationale chargée de dresser l'état de la connaissance scientifique sur le changement climatique. Le GIEC publie en particulier tous les 6 à 7 ans un rapport d'évaluation en trois volumes (sciences du climat, impact et adaptation, atténuation). Pour ce faire, il mobilise des scientifiques du monde entier. Tous les rapports du GIEC sont disponibles en ligne [www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch).

Le rapport du groupe III du GIEC<sup>1</sup> montre que malgré des politiques climatiques de plus en plus nombreuses, les émissions de gaz à effet de serre (GES) n'ont jamais été aussi élevées qu'aujourd'hui. Sans réduction des émissions immédiate, massive et rapide dans tous les secteurs – de près de moitié d'ici 2030 – limiter le réchauffement à 1,5°C est hors de portée. Même limiter le réchauffement à 2°C requiert de diminuer les émissions mondiales de 20% d'ici 2030 – sauf à envisager des efforts vertigineux ensuite – et d'atteindre zéro émissions nettes – c'est-à-dire des émissions résiduelles suffisamment faibles pour qu'elles puissent être intégralement compensées par la capture du carbone<sup>2</sup> – d'ici à 2070.

Pour ce faire, il existe des options de réduction des émissions dans tous les secteurs dont le potentiel combiné permettrait de réduire les émissions de GES de moitié à l'horizon 2030 pour un coût inférieur à 100 USD/tCO<sub>2</sub>. Ces options vont de l'introduction de technologies plus propres à des changements dans nos modes d'organisation et dans nos modes de vie. Ce potentiel est global, mais il résulte de l'examen de littératures consacrées à une très grande variété de contextes géographiques. Par exemple, le rapport recense des options de réduction des émissions dans les villes établies de longue date, dans les villes en croissance rapide, dans les villes nouvelles, comme dans des bidonvilles. Chaque secteur et chaque région du monde peut contribuer.

Le partage de cet effort entre pays et régions relève in fine de choix politiques. Le rapport note néanmoins que les émissions par tête restent très différentes d'une région et d'un pays à l'autre. Elles sont ainsi deux fois moins élevées en Afrique et en Asie du Sud qu'en Europe, même si elles sont en croissance rapide. Et à l'intérieur de chaque pays, l'empreinte carbone des différentes couches de la population est très différente, les plus riches contribuant de manière disproportionnée aux émissions. A l'inverse, une part importante de la population mondiale ne dispose

<sup>1</sup> Le rapport du groupe III du GIEC est organisé en 17 chapitres, consacrés respectivement aux trajectoires d'émissions, aux options de réduction des émissions par grands secteurs : énergie, agriculture, villes, bâtiments, transport, industrie, puis aux conditions de mises en œuvre de ces options : politiques et institutions, coopération internationale, financement, innovation. Un dernier chapitre replace ces options dans le contexte du développement durable. Le rapport est en outre précédé d'un résumé pour décideurs très court, et d'un résumé technique plus conséquent.

<sup>2</sup> Du dioxyde de carbone peut être extrait naturellement de l'atmosphère par les plantes via la photosynthèse, puis stocké dans la biomasse et dans les sols.

”

**Le partage de cet effort entre pays et régions relève in fine de choix politiques.**

pas d'une vie décente, et la littérature scientifique montre que fournir un accès à des services énergétiques modernes de manière universelle n'augmenterait les émissions mondiales de GES que de quelques pourcents au plus. Dit autrement, les objectifs de réduction de la pauvreté et de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas incompatibles.

Mettre en œuvre à grande échelle les actions de réduction des émissions susmentionnées requiert de lever de nombreuses barrières, à commencer par celle du financement. Dans de nombreux pays en développement, en particulier, très peu de capital privé et public est disponible pour financer la transition, un enjeu exacerbé par l'impact du COVID sur la dette publique des Etats et par les impacts du changement climatique. Différentes approches pour mieux orienter l'épargne disponible vers les projets « bas carbone » sont explorées dans la littérature, et résumées dans le rapport, par exemple en attachant une valeur aux réductions d'émissions de GES.

Les barrières institutionnelles à la réduction des émissions font aussi l'objet d'une analyse très détaillée. Même si elles sont spécifiques à chaque pays, on retrouve des schémas communs, comme la mauvaise articulation entre les différentes échelles de décision (nationales, régionales et locales), ou le fonctionnement en silos des différentes administrations, qui rend souvent des actions d'ensemble difficiles.

De manière plus large, la littérature insiste sur le fait qu'une meilleure coopération internationale est nécessaire pour faciliter la transition bas carbone à l'échelle mondiale. Aux transferts financiers évoqués plus haut, il faut ajouter des enjeux de partage de technologies (nord sud comme sud sud) comme des enjeux de coordination internationale des politiques de réduction des émissions, afin d'en renforcer l'efficacité et d'en limiter les effets négatifs (par exemple de délocalisation des activités les plus polluantes).

On notera que les barrières que l'on vient d'évoquer concernent de très nombreuses, sinon toutes les dimensions du développement. Si le changement climatique peut être une motivation





DOSSIER

Photo :  
Helmer Mehinto

## TRANSITIONS ÉCOLOGIQUE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : QUELLE PLACE POUR LES JEUNES ?

**Véronique Bordes**

> Professeure des Universités en sciences de l'éducation et de la formation, Université Toulouse Jean Jaurès, UMR EFTS

Les questions de solidarité internationale et de développement durable, que l'on associe, ou pas, selon le contexte et les institutions qui décident de les prendre en charge, sont au cœur des réflexions actuelles. Elles sont aussi fortement investies par certains jeunes qui sont conscients que les conditions de leur avenir sont intimement liées aux pratiques actuelles.

Dans un entretien, Dominique Bourg<sup>1</sup> (2012) nous explique que la notion de développement durable occulte les réflexions critiques sur l'idée de croissance. En ce sens, il montre l'intérêt de la durabilité, posant la nécessité de penser la transition écologique.

<sup>1</sup> Bourg, D. (2012). Transition écologique, plutôt que développement durable : Entretien avec. *Vraiment durable*, 1, 77-96. <https://doi.org/10.3917/vdur.001.0077>

Cette question est en lien étroit avec le principe 7 de Rio sur « la responsabilité commune mais différenciée » qui ouvre la dimension de solidarité internationale.

### Qu'en est-il alors des jeunes ?

Dans le cadre du projet de recherche européen Mindchangers, RESACOOOP le Réseau Auvergne-Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale et les chercheurs de l'université Toulouse Jean Jaurès, UMR EFTS, ont réalisé une étude régionale pour la France. Ce travail, au-delà des résultats, soulève la question de l'accompagnement de l'engagement et de la participation des jeunes sur ces questions de transition, sans pour autant être dans des injonctions et de l'instrumentalisation. En effet, réfléchir l'accompagnement éducatif est la possibilité de penser la légitimité des jeunes à concevoir un projet de société en lien avec les questions de transition, en interrogeant leur rapport au pouvoir et leur place dans l'action publique. La participation comme action collective permet des initiatives

militantes et un mouvement spontané, les acteurs s'organisant pour atteindre leurs objectifs. Nous ne sommes pas dans une réorganisation des pouvoirs au sein de l'action publique. Le but affiché est de changer l'ordre social, de créer de nouveaux contre-pouvoirs. Les élus et les professionnels sont à la fois les initiateurs et les organisateurs du processus qui visera à faire participer les jeunes, sans toutefois les enfermer dans ces seules questions de transitions écologiques en lien avec la solidarité internationale. Participer doit permettre d'agir, de donner son avis. S'engager doit permettre de s'inscrire dans un processus plus long, même s'il est fait de trajectoires qui peuvent produire des bifurcations, l'engagement étant nourri d'expérimentations, de réflexions, de participations, portés par des valeurs qui vont se développer et s'affiner au fil du temps. Les jeunes ne doivent pas porter seuls les erreurs des générations précédentes, mais bien être accompagnés à développer ces transitions qu'il devient urgent de penser.

### Témoignages de Sana et Valentin<sup>2</sup>

**Qu'est-ce que l'engagement pour toi ?**

**Sana JEDDOU** : L'engagement est à mon avis une responsabilité. C'est l'une des choses qui nous fait avancer dans la vie : peu importe qu'il soit personnel ou professionnel. Notre engagement est tout d'abord envers nous-même, puis dirigé vers autrui : il nous motive chaque fois à faire le meilleur pour évoluer.

**Valentin MERONVILLE** : L'engagement représente pour moi en premier lieu un état d'esprit, de conscience des problématiques sociales, environnementales, humaines, au sein des sociétés. Dans une perspective pratique, c'est participer à l'épanouissement des individus en société, à la protection de son environnement naturel et social.

**D'après toi, quel est le rôle de la jeunesse dans les changements mondiaux ?**

**SJ** : La jeunesse est l'avenir ! Elle a un rôle très important dans les changements mondiaux, et cela se manifeste dans la digitalisation comme dans la création d'entreprises. Nous devons croire en la capacité des jeunes à pouvoir changer les comportements et à donner un nouvel élan au monde.

**VM** : Il est essentiel que la jeunesse puisse jouer un rôle politique, en réponse aux nombreux changements et crises, et face à l'insuffisance des actions menées par les gouvernements. Avec le programme Génération Climat de la fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), le CIDEV a par exemple multiplié les actions de plaidoyer au Bénin, afin d'interpeller les décideurs et de permettre aux jeunes de participer aux prises de décisions sur le territoire, pour lutter contre le changement climatique.

**A la lumière de ton expérience personnelle, penses-tu jouer un rôle dans les transitions (alimentaire, écologique numérique, énergétique ...) ? Peux-tu détailler un peu, avec un exemple de projet dans lequel tu es / as été impliqué.e ?**

**SJ** : A travers mon expérience dans l'audiovisuel et par mon implication dans le projet visant à relancer l'intérêt pour l'environnement et l'agroécologie dans la cité de la Gavotte Peyret (Septèmes-les-Vallons), je peux dire que je joue un rôle important dans le développement et le changement. Nous travaillons à faire revivre la relation entre l'homme et la nature en représentant les arbres par des panneaux d'identification ainsi qu'en créant un livret éducatif et représentatif pour les écoles.

**VM** : Le modèle du CIDEV est centré sur une ambition sociale et des valeurs humanistes, avec la conviction que le changement de pratique passe par un renouvellement des modèles de coopération et du système d'aide, dictés par des politiques internationales inadaptées,

”

**La jeunesse [...] a un rôle très important dans les changements mondiaux.**

à tendance ethnocentriste. En réponse, l'approche interculturelle du CIDEV permet de croiser différentes conceptions des transitions, et vient bonifier nos projets initiés, à l'instar de notre Programme de Renforcement de capacités des Associations pour un Développement local [PARADEL], en Afrique de l'ouest, dédié à la valorisation et structuration des initiatives locales.

**Est-ce que ton expérience de volontariat a un impact / a eu un impact sur ton engagement ?**

**SJ** : En tant que jeune volontaire en service civique qui a quitté son pays pour vivre une expérience riche et différente, mes engagements sont à la fois professionnels et personnels. Cette expérience est autant une grande responsabilité qu'une phase de changement dans mon parcours.

**VM** : Mon expérience de volontariat, en tant que chargé de programme dans une association au Bénin (CREDI-ONG), m'a permis de me familiariser avec les différents enjeux du développement durable et de la coopération. La découverte de l'engagement associatif et de la gestion de projet m'ont inspiré dans la création du CIDEV, puis dans la mise en œuvre de notre premier programme officiel en 2020, année depuis laquelle nous sommes lauréats du Programme Génération Climat de la FNH.

<sup>2</sup> Sana JEDDOU, 25 ans est Volontaire en service civique de réciprocité au centre social la Gavotte Peyret à Septèmes-les-Vallons. Elle est en licence professionnelle écriture et analyse cinématographique et audiovisuel d'Agadir (Maroc)

Valentin MERONVILLE, 29 ans, est Président et fondateur du CIDEV de Marseille (France)



DOSSIER

## DE L'ASSAINISSEMENT INFORMEL À L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF FORMALISÉ



Photo :  
Toubou, Sénégal /  
Jean-Marie Tétart

**Jean-Marie Tétart**

> Yvelines Coopération internationale et développement

Maire de Houdan (Yvelines) et Président de la Communauté de communes du Pays Houdanais. Il préside actuellement le réseau « Yvelines Coopération internationale et développement » (YCID).

Au Forum Mondial de l'Eau, puis à Africités, YCID a porté un plaidoyer pour la reconnaissance de l'assainissement non-collectif comme solution durable pour les collectivités locales africaines et sa prise en compte par la coopération décentralisée.

**Pourquoi est-ce important pour vous d'être présent au Forum mondial de l'eau ?**

C'est important à la fois en tant que Président d'YCID et en tant qu' élu local impliqué dans la coopération décentralisée.

La question de l'eau occupe une part prépondérante dans les projets soutenus par les acteurs yvelinois, que ce soit au niveau des usages agricoles, de la lutte contre les inondations ou à celui de l'accès à l'eau potable. Mais la priorité donnée à l'eau potable n'est pas pertinente si elle n'analyse pas aussi les questions d'assainissement. Avec le changement climatique, dans certaines régions, le stress hydrique amènera à la diminution des réserves d'eau. Il est impérieux de les protéger, en limitant toute forme de contamination afin de garder une potabilisation économiquement envisageable. L'assainissement est aussi une priorité pour la santé et la dignité humaine. Et il convient que les projets de coopération décentralisée et de solidarité internationale les prennent de plus en plus souvent en compte.

Ce constat a amené YCID à s'allier à des partenaires africains pour réaliser des études de cas sur la situation de l'assainissement dans différents pays africains. Une évidence est à retenir : en Afrique, une part importante de la population n'a toujours pas accès à des toilettes à domicile ou dans les lieux publics, et seule une très faible proportion de la population a accès à un assai-

nissement collectif dont l'efficacité n'est par ailleurs pas satisfaisante. Le développement de l'assainissement collectif avec des tuyaux et des stations d'épuration reste donc lointain. Est-il souhaitable ou envisageable ? Je n'en suis pas certain. Aujourd'hui, c'est bien l'assainissement non-collectif informel qui est la réalité sur le terrain et c'est cet assainissement-là qui doit être reconnu, pris en compte et organisé de manière formelle.

C'est cette position que nous avons portée au sein du Forum Mondial de l'Eau et elle y a trouvé un écho réel.

**Pourriez-vous définir ce qu'est l'assainissement non-collectif ?**

Tout le monde connaît le tout-à-l'égout : toutes les eaux de la maison sont raccordées à une canalisation collective qui les transporte jusqu'à une station d'épuration. Ces dispositifs complexes et coûteux sont pris en charge par les collectivités locales.

Dans le cas de l'assainissement non-collectif (ou autonome), on remplace le tuyau par un camion. L'amont reste le même : c'est à dire qu'il faut des toilettes à la maison et dans les lieux publics. Mais les excréta, les eaux usées, ne se retrouvent pas dans un réseau de canalisations. Au contraire, on les recueille et on les traite dans des systèmes autonomes dont il faut régulièrement évacuer les boues. On remplace donc les canalisations collectives par des flottes de camions qui les transportent vers des stations de traitement et de valorisation.

**Quelles conditions sont nécessaires pour assurer cette transition vers un assainissement non-collectif formalisé ?**

Dans nos actions de coopération, l'urgence c'est de formaliser ce mode d'assainissement et de l'organiser sous la forme d'un service public local d'assainissement non-collectif. De la même manière qu'on ne construit plus de puits sans s'occuper de l'organisation de la distribution et de la gouvernance villageoise ou municipale, il ne

faut pas se contenter de construire quelques latrines par-ci par-là. La réalisation de ces équipements doit immédiatement être accompagnée d'une réflexion sur la gestion locale de l'ensemble de la filière.

Le défi, c'est d'abord de mettre des toilettes là où il n'y en a pas (classiques avec de l'eau, ou bien latrines sèches). Ensuite, il faut organiser une filière de flottes de camions-vidangeurs modernes avec des tarifs fixés, régulés et acceptables par les populations. Enfin, il faut créer un maillage d'équipements de traitement et de valorisation de ces matières en limitant les distances de transport. C'est faisable à moyen terme et c'est à la portée des collectivités locales africaines!

**Pourquoi les collectivités locales sont-elles mieux à même de défendre ce nouveau paradigme ?**

Parce qu'elles sont proches du terrain, et qu'elles peuvent, plus facilement que les Etats, faire un inventaire de la situation locale presque maison par maison, concession par concession, engager des actions de sensibilisation de la population et de contrôle des installations. Elles peuvent ensuite, souvent dans un cadre intercommunal, et en partenariat avec le secteur privé et les différents acteurs de coopération internationale, mettre en place des moyens de collecte, de traitement et surtout de valorisation des boues de vidange. Il n'y a pas besoin de réunir des sommités intellectuelles et scientifiques pour conduire cette évolution. Il faut faire confiance aux collectivités territoriales qui auront du bon sens pour mettre en place ces services.

**Quelle place pour la coopération décentralisée dans ce débat ?**

Le défi c'est d'accompagner les collectivités territoriales africaines dans la mise en place de SPANC. Ce défi doit être pris en compte par les organisations de coopération décentralisée au travers de l'ensemble des intercommunalités qui portent obligatoirement l'assainissement non collectif et peuvent mobiliser le 1% Oudin Santini. Mais cette préoc-

”

**Il faut surtout considérer qu'investir dans ce secteur est rentable.**

cupation doit aussi être portée par les associations de la diaspora qui interviennent souvent en faveur de la construction de latrines. Il faut surtout considérer qu'investir dans ce secteur est rentable. Les produits issus de l'assainissement peuvent avoir une haute valeur ajoutée en matière agronomique et énergétique.

Pour porter ce plaidoyer, YCID bénéficie du soutien et du partenariat de Cités et Gouvernements Locaux Unies Afrique (CGLU-A), de l'Association Africaine de l'Eau (AAE), du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) et du Programme Solidarité-Eau (pS-Eau). Dans le cadre du Sommet Africités, il a été proposé, au sein de CGLU-A, la mise en place d'un réseau des maires pour l'assainissement non collectif. Nous espérons que la DAECT (Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, au sein du MEAE), les agences de l'eau, l'AFD (Agence française de développement) et CUF (Cités Unies France) puissent œuvrer au déploiement de la coopération décentralisée dans le domaine de l'assainissement.

### Forums mondiaux de l'eau

Les Forums mondiaux de l'eau ont lieu tous les 3 ans. Ils réunissent l'ensemble des acteurs publics et privés de l'eau et de l'assainissement à l'échelle internationale. Ils sont co-organisés par le Conseil mondial de l'eau et par le pays d'accueil. En 2022, le Forum avait lieu au Sénégal, et portait sur la sécurité de l'eau et l'assainissement. Il était surnommé le forum des solutions.



TRIBUNE

# DOMINIQUE POTHIER

## UNE TERRE EN COMMUN À PARTAGER ET À PROTÉGER !

—  
Photo :  
Gérard Louis

Député de Meurthe-et-Moselle depuis 2012 (ndlr : au moment de l'écriture de cet article), Dominique Potier est membre de la commission des Affaires économiques et président du groupe d'études « Objectifs de développement durable ». Il a un parcours de 25 ans dans le monde du travail et de l'entreprise. À partir de la ferme familiale, il a notamment créé avec des associés, une coopérative agricole convertie en bio. En 2001, il devient maire de son village, Lay-Saint-Rémy et s'investit dans la création des premiers outils de développement du Pays Terre de Lorraine. En 2008, il devient président de la Communauté de Communes du Toulinois.

Élu député en 2012, il a fait le choix de démissionner de ses autres mandats. Avec la société civile, il est en première ligne dans les combats pour la justice au quotidien et pour une mondialisation plus humaine. Il a notamment été rapporteur de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales. Auteur du rapport « Ecophyto 2 » en 2015, il est particulièrement investi sur les questions d'agroécologie et de foncier agricole (partage et protection des terres agricoles).

Dominique Potier est par ailleurs fondateur du laboratoire d'idées humaniste « Esprit Civique » parrainé par Jacques Delors.

Alors qu'un tiers des agriculteurs en France prendra sa retraite dans la décennie à venir, le renouvellement des générations est vital pour assurer la sécurité et la qualité de notre alimentation, produire de la valeur ajoutée économique et environnementale dans l'agriculture et aménager l'ensemble du territoire.

Cette priorité nationale repose sur un outil majeur : la régulation du marché foncier. Les règles qui le régissent doivent rendre possible la liberté d'entreprendre pour tous et garantir l'usage du foncier comme celui d'un bien commun dans la durée. Une politique des structures responsable doit privilégier le facteur humain par rapport au jeu des capitaux, favoriser la diversité au détriment des monopoles. C'est le sens du « pacte foncier » qui, depuis les années 1960, établit un équilibre entre la propriété et le travail, et unit la France à son terroir.

Fondée sur la dérive individualiste de la course

à l'agrandissement, un relâchement du contrôle administratif, des failles législatives et l'arrivée de fonds spéculatifs à partir de 2008, une libéralisation est à l'œuvre dans notre pays depuis plus d'une décennie. L'enrichissement de quelques-uns se traduit par une fragilisation économique collective et les spécialisations excessives qui en découlent ont des effets négatifs sur le plan agronomique.

Notre conviction profonde est qu'il n'y aura pas d'agroécologie sans relève et qu'une relève est impossible sans une politique foncière juste. L'interaction entre la structure de la propriété foncière et les concentrations d'usage montre le lien entre l'accaparement et l'appauvrissement de nos sols et de notre société. Le caractère tragique des enjeux climatiques et de biodiversité enjoint la puissance publique de prendre des mesures radicales pour combattre l'accaparement. Notre pays a besoin d'outils nouveaux et surtout d'une boussole.

Contrairement à d'autres politiques publiques agricoles, le foncier est une politique « mère » pour l'économie des ressources. Renoncer aux régulations ou les réinventer, nous avons un devoir de vérité : ici comme pour les paysannes du Sud, notre société doit choisir entre la marchandisation des terres et une renaissance rurale.

Edgard Pisani, grand architecte des politiques foncières modernes faisait déjà figure d'éclaircisseur en 1979, déclarant : « Le maintien des biens de la nature parmi les biens marchands nous conduira à l'accélération des phénomènes menaçants dont nous sommes déjà les témoins. »

”

**Cette priorité nationale repose sur un outil majeur : la régulation du marché foncier.**

Le combat législatif que nous avons entamé dès 2013 avec une poignée de parlementaires s'apparente à un parcours du combattant ! Deux propositions de lois, des dizaines d'amendements sur divers véhicules législatifs et deux censures du Conseil Constitutionnel... Ce parcours patient en dialogue avec l'ensemble de la société civile n'a permis in fine que des avancées partielles, laissant des brèches béantes. C'est le cas notamment du détournement du travail à façon et de celui du droit des sociétés qui demeurent des angles morts des régulations attendues.

En 2017, à l'aube d'un nouveau mandat législatif, une vision élargie et renouvelée de ce combat s'est imposée. Par une mission d'information parlementaire, nous avons alors dressé un état des lieux et jeté les bases d'une grande loi foncière pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Face au silence du Gouvernement interpellé à de nombreuses reprises nous avons engagé ce qu'il convient d'appeler une bataille culturelle en sensibilisant l'opinion publique et en constituant une large coalition tant sur le plan politique qu'au sein de la société civile.

C'est le sens du livre co-écrit avec Benoit Grimonprez et Pierre Blanc « La terre en commun, Plaidoyer pour une justice foncière » afin de mettre en perspective ce combat dans l'histoire du droit rural et les géographies paysannes du monde.

C'est le sens enfin du colloque organisé 2019 à l'Assemblée Nationale qui a réuni 300 participants avec des intervenants tels que Valérie Masson-Delmotte, membre du GIEC et Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU, et à l'issue duquel 18 organisations syndicales, environnementales et territoriales ont pris un engagement commun. Cet engagement a pris la forme d'une charte présentée collégalement au Salon International de l'Agriculture en février 2020.

À l'été 2020, au vu du calendrier parlementaire, nous avons dû faire le constat d'un mandat perdu pour l'adoption d'une grande loi foncière.

Par réalisme avait alors été partagée l'idée d'un cycle législatif en deux temps. L'« Acte I » aurait pour principal objectif de poser un « garrot » aux principales dérives aux conséquences irréversibles, « l'Acte II » étant une loi systémique à inscrire à l'occasion du débat présidentiel dans l'agenda de la prochaine mandature. L'« Acte I » s'est finalement concrétisé par une loi sur l'encadrement du phénomène sociétaire avec des outils, qui, à mon sens, risquent de créer des effets inverses à ceux poursuivis en s'écartant du droit commun et en créant de toute pièce de nouveaux mécanismes permettant de contourner les contrôles.

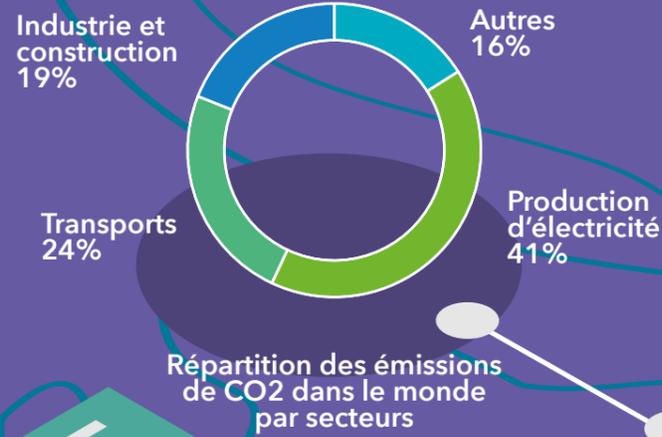
Au final et jusqu'au bout, nous portons l'ambition d'une grande loi foncière pour lutter efficacement contre l'accaparement des terres, qui soit à la hauteur de l'enjeu du renouvellement des générations, et intègre une dimension internationale visant, au vu des enjeux climatiques, à protéger les paysannes du Sud contre la prédation des puissants sur les terres arables.

”

**[...] nous portons l'ambition d'une grande loi foncière pour lutter efficacement contre l'accaparement des terres, qui soit à la hauteur de l'enjeu du renouvellement des générations, et intègre une dimension internationale visant, au vu des enjeux climatiques, à protéger les paysannes du Sud contre la prédation des puissants sur les terres arables.**

Composante essentielle du 13<sup>e</sup> Objectifs de Développement Durable et cible principale des Accords de Paris signés en 2015 par 195 pays, la neutralité carbone doit être atteinte d'ici 2050 pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus du niveau pré-industriel ; seuil critique fixé par les experts du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat).

La neutralité carbone constitue un enjeu à la fois territorialisé et globalisé pour lequel il faut répondre par une véritable coopération internationale. Afin d'opérer cette transition énergétique, plusieurs leviers doivent être activés : renforcer l'utilisation d'énergies renouvelables, réduire drastiquement les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et investir dans le développement de puits de carbone pour capter les émissions qui restent incompressibles.



# LA NEUTRALITÉ CARBONE, UNE ÉTAPE NÉCESSAIRE POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE INTERNATIONALE

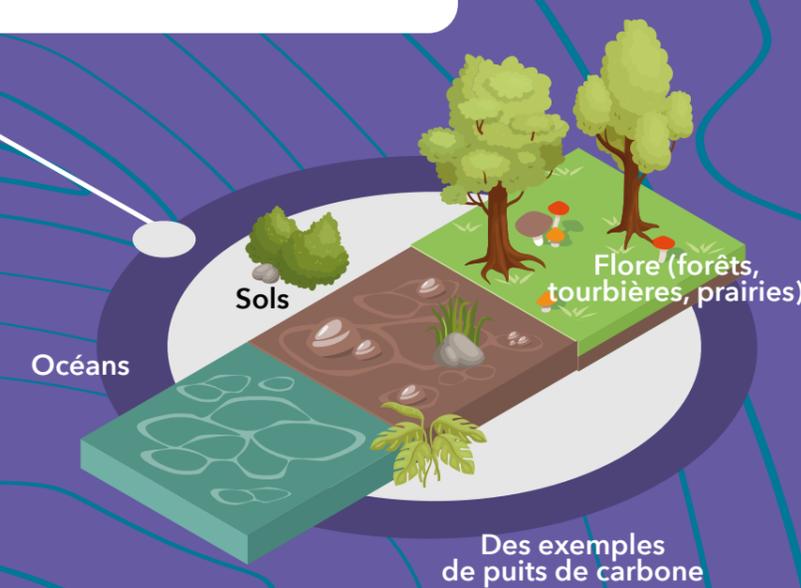
## COMPRENDRE

**Neutralité carbone** : État d'équilibre entre les émissions nettes de CO<sub>2</sub> et leur élimination de l'atmosphère, lorsque les deux actions sont d'origine anthropique.

**Processus de compensation** : ensemble d'actions visant à neutraliser les émissions de CO<sub>2</sub> par leur séquestration grâce à des puits de carbone

**Processus de réduction** : ensemble d'actions visant à éviter au maximum de nouvelles émissions de CO<sub>2</sub>.

**Puit de carbone** : système qui joue un rôle essentiel de régulation en absorbant plus de CO<sub>2</sub> qu'il n'en émet. Ces réservoirs, naturels ou artificiels, ne sont pas invincibles et présentent des dangers pour les hommes et la biodiversité (incendies, explosions, perturbation des terres et océans, etc.)



Des exemples de puits de carbone

## 2

## MESURER

Étape incontournable dans une démarche de décarbonation, la mesure régulière de l'ensemble des émissions d'une organisation est même une obligation légale pour les entreprises de plus de 500 salariés.

Comment faire ? S'appuyer sur des méthodologies et des outils reconnus : ISO 14064/14069, Bilan Carbone®, Bilan GES réglementaire, GHG Protocol, etc.

A quoi sert l'audit des activités ?

- A identifier les efforts à fournir
- A se fixer des objectifs de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>
- A déterminer ou ajuster sa politique de développement durable



## 3

## AGIR



### COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'adaptabilité doit être prise en compte dans ce système global : tous les territoires ne sont pas confrontés aux mêmes problématiques (situation géographique, modèle social et de gouvernance, niveau de richesse, etc.)



INTERVIEW

Photo :  
Campus AFD

## AFD : FAIRE ÉVOLUER L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

**Sarah Marniesse**  
> Responsable  
du campus de  
l'Agence Française du  
Développement (AFD)



**[...]il est crucial aujourd'hui d'être dans une posture d'écoute, de collaboration et d'entraide, pour produire ensemble des pensées, des récits et des solutions.**

**Pour contribuer à la nécessaire transition écologique et sociale, l'AFD envisage-t-elle une évolution de l'aide publique au développement et à sa propre organisation ?**

Le contexte nous oblige à repenser nos modes d'actions parce qu'au Nord comme au Sud, on doit inventer un développement durable et que personne n'a la solution. Ce qui est recherché, ce n'est pas le développement synonyme de croissance, même maîtrisée, mais de nouveaux modèles de développement en commun. De vraies postures de coopération et de nouvelles manières de faire doivent permettre de penser et de produire des solutions ensemble. Il est important pour cela de pouvoir mobiliser tous les sa-

voirs, d'où qu'ils viennent, y compris ancestraux. Et en outre, on a besoin de récits pour se projeter, y compris ceux issus de cosmologies éloignées des nôtres.

C'est d'autant plus urgent que la France a été interpellée au nouveau sommet Afrique France en octobre 2021: les termes de « développement » et « d'aide » ne sont plus acceptés aujourd'hui au Sud et il est urgent de sortir de cette posture et de ces relations asymétriques. Même s'il y a toujours un besoin de solidarité internationale, il est crucial aujourd'hui d'être dans une posture d'écoute, de collaboration et d'entraide, pour produire ensemble des pensées, des récits et des solutions.



**Comment le Campus AFD y contribue-t-il ?**

Le Campus AFD cherche à réinventer la formation pour qu'elle devienne un moyen de s'encapaciter, d'acquérir des compétences indispensables au changement, et pas un formatage : « On ne forme pas mais on déforme ». Le postulat est qu'on doit travailler sur la façon de sortir tous ensemble de nos schémas mentaux qui sont limitants, grâce au dialogue et à l'échange pour essayer d'imaginer un monde différent.

Le Campus a donc adopté deux démarches principales :

- La recherche de nouvelles pédagogies fondées sur l'écoute, les émotions, l'action et sur la co-création. Grâce à ces méthodes, on apprend ensemble, on apprend sur soi, sur les autres, pour devenir ensemble des acteurs des transitions. L'objectif est de nous mettre sur des chemins de créativité. Ainsi on peut construire des récits collectifs qui donnent envie d'ouvrir le présent et d'aller vers des futurs différents.
- La deuxième démarche du Campus est d'accompagner des rencontres permettant de partager de la pensée, des bonnes pratiques, des besoins : un colloque rassemblant des tiers lieux du Nord et du Sud a, par exemple, été organisé récemment. Le Campus anime ces temps d'intelligence collective et de dialogue entre le Nord et le Sud sur des thématiques impor-

tantes pour réinventer ensemble nos manières d'être au monde.

**Pouvez-vous nous parler des parcours développés par le Campus AFD ?**

Trois grands types de parcours ont été développés :

1. Des parcours pour appréhender la complexité du monde et être inspiré pour naviguer dans cette complexité : c'est par exemple au travers des vidéos « Des nouvelles de demain ». Des personnalités inspirantes du Nord et du Sud nous font toucher du doigt la complexité et par leurs récits, nous font aller dans des directions inédites et importantes pour construire demain.
2. Des parcours autour des nouvelles compétences à acquérir : pour développer la créativité, le leadership conscient, la prospective positive. Typiquement le parcours Sahélien.ne.s.2040 est destiné à des personnalités du Sahel, et les accompagne pour sortir des imaginaires qui limitent, négatifs, pessimistes. Il ne faut pas nier les difficultés mais ce parcours permet d'explorer des voies pour garder la main sur son destin et retrouver l'envie de construire des futurs différents.
3. Enfin, des parcours thématiques : par exemple sur le développement urbain durable, le parcours aborde des compétences techniques (gestion d'une municipalité, de la planification, etc...) et aussi les nouvelles postures nécessaires pour faire la ville ensemble. On y travaille à partir de la fabrique spontanée de la ville, à l'écoute des habitants pour construire leur cadre de vie. Ces parcours travaillent sur les savoirs, les savoir-faire, et les savoir-être pour aborder la complexité, et la nécessité de travailler en interdisciplinaire.

Le digital a été beaucoup développé mais les moments de rencontres sont également fondamentaux : ensemble, les projets sont peaufinés en commun, des communautés se créent et peuvent perdurer sur leurs territoires.

Pour finir, le Campus développe de plus en plus l'implantation de parcours dans des universités et des collectifs au Sud, actuellement avec l'Université Senghor et avec l'université Mohamed VI.

**Comment ce travail de réflexion et d'influence va-t-il se poursuivre dans les mois à venir ?**

Le Campus se veut être un laboratoire d'innovation pédagogique : en mettant en place des pilotes puis en recherchant des partenaires et des financements pour un passage à l'échelle.

De plus, ces démarches sont progressivement incluses dans des projets opérationnels, portés par l'ensemble du groupe. Par exemple, le Campus AFD accompagne des agences de l'AFD à se placer dans des dynamiques de « territoires apprenants » avec les bénéficiaires.

L'approche du Campus AFD est aujourd'hui reconnue en interne car elle répond à un vrai besoin, et elle a toute sa place dans la mission que résume ainsi le DG Rémy Rioux : être « du côté des autres », ensemble, avec de nouvelles manières d'être et de faire.



**Le Campus se veut un laboratoire d'innovation pédagogique : en mettant en place des pilotes puis en recherchant des partenaires et des financements pour un passage à l'échelle.**



INTERVIEW

## LES FABLABS AU COEUR DES TRANSITIONS

**Hugues Aubin**

> Coordinateur à CCLab et co-fondateur du projet Makers Nord Sud

Hugues Aubin, est le coordinateur au CCLAB (Changement Climatique et Creatives Commons). Il a également été un des co-fondateurs du projet Makers Nord Sud en plein cœur de la crise du Coronavirus en mars 2020 où à l'époque, il était vice-président du réseau français des fablabs.

**Pourquoi le projet Makers Nord Sud et comment a-t-il débüté ?**

Le premier volet de Makers Nord Sud visait à booster la capacité de fabrication locale en matériel médical de 11 fablabs africains en les dotant de machines de production numérique et de consommables.

Ce projet a débuté dans un contexte d'urgence et de fraternité, les fablabs sont des ateliers de fabrication numérique qui coproduisent des solutions très souvent dans le bien commun de l'humanité. Pendant la crise du coronavirus, des couturières se sont mobilisées en utilisant des plans numériques afin de répondre dans l'urgence à la demande des soignants en matériel médical pour les hôpitaux en France (masques, visières, réparation...) avec une très forte mobilisation du réseau des fablabs français.

En France, ça s'est traduit par la mobilisation de plus de 7000 makers indépendants, plus de 10000 couturières, 100 fablabs et il s'est passé la même chose partout dans le monde (Amérique du Nord, Asie, Europe, Afrique).

À ce moment là, un réseau d'ateliers de fabrication numérique existe : le Réseau Francophone des Fablabs d'Afrique de l'Ouest (REFFAO), qui dispose de machines, d'imprimantes 3D, cependant, il leur manquait des outils tels que des découpeuses laser, qui vont transformer des dessins en visières, en laves-main... Ils étaient donc en grande difficulté pour fournir du matériel médical sur place car leur capacité de production était extrêmement faible du fait qu'ils ne disposaient pas de l'outillage leur permettant de fabriquer du matériel d'urgence.

Le projet Makers Nord Sud s'est cristallisé au départ par la rencontre entre des personnes : Martin Lozivit, administrateur du Réseau Bretagne Solidaire, Médard Abderyazon du REFFAO et moi-même au Bénin, puis en France. Au départ, sans financement, nous avons décidé de créer un site Web, et très vite le Réseau Bretagne Solidaire a apporté son expertise à l'international en proposant de recenser la totalité des besoins en matériel de production du REFFAO. Et également, en

*Dans sa globalité le projet est un marqueur de l'open santé dans l'objectif de promouvoir la souveraineté sanitaire en Afrique de l'Ouest.*

situation d'urgence de collecter des dons avec un objectif de pouvoir au plus vite ces fablabs en matériel pour qu'ils puissent sur place fournir aux populations le matériel d'urgence lié au coronavirus. C'est pourquoi Makers Nord Sud s'appelaient au départ «Tous ensemble contre le coronavirus»

La genèse du projet, ses valeurs, la santé ouverte, l'actualité de ces questions se positionnent dans le contexte des transitions comme un numérique différent basé sur la coopération et le partage de biens communs de l'humanité. L'importance est aujourd'hui de faire face aux nombreuses crises qui sont dues aux effets du changement climatique, de pouvoir ensemble trouver des solutions qui relocalisent très rapidement la production avec les populations locales à l'international et en fraternité. Les fablabs constituent un front pionnier parce qu'ils maîtrisent une chose qui est assez peu connue et qui est le téléchargement d'objets concrets basé sur les matériaux locaux.

Un projet qui a été commencé dans une nécessité de crise est peut-être un projet pilote au-delà de la santé des hommes, pour la santé du monde dans le cadre des objectifs de développement durable par l'application des mêmes méthodes. C'est à dire la constitution d'une communauté de solidarité entre le nord et le sud qui fait très vite circuler des solutions adaptées aux problèmes qui se présentent et qui s'appuient sur des réseaux solidaires avec des opérateurs qui connaissent cette ingénierie de fabrication sur le terrain comme les fablabs.



## MAKERS NORD SUD : EXPÉRIMENTATION PRECIOUS PLASTIC AU BÉNIN

**Quentin Orhant**

> Coordinateur à l'Atelier Commun

Quentin Orhant, est le coordinateur de l'Atelier commun, Fablab dédié à l'écologie et au ré-emploi. À la suite d'études dans l'énergie, l'environnement et l'aménagement du territoire, il a développé depuis 10 ans, en autodidacte, ses compétences en impression 3D, en numérique, pair-a-pair...

**Quentin Orhant a participé à la seconde phase du projet Makers Nord Sud via l'installation et l'expérimentation d'une machine permettant de recycler les déchets plastiques pour créer des consommables 3D au Blolab de Cotonou, au Bénin.**

**Pouvez-vous nous présenter votre rôle dans le projet Makers Nord Sud et le déroulement de votre expérimentation de machines précieux plastique au Bénin ?**

Je suis le coordinateur de l'atelier commun, un atelier associatif qui cherche à réduire, réutiliser, et recycler les déchets, notamment plastiques. C'est un fablab, un laboratoire numérique avec les outils de fabrication des « labs » tels que des imprimantes 3D et nous utilisons également des savoirs faire davantage traditionnels comme le travail du bois, du métal et du textile.

On s'est basé sur des machines de type « precious Plastic » pour expérimenter le recyclage plastique à l'atelier commun à l'échelle locale et citoyenne. Ces machines, créées par Dave Hakens et documentées en open source, ont permis de créer plus d'une centaine d'ateliers de recyclage plastique dans le monde. Du côté fablab, on s'est particulièrement intéressé aux déchets d'impression 3D que les makers ont intuitivement mis de côté. Dans un premier temps en les refondant afin de créer des plaques plastique que l'on pouvait réutiliser avec une dé-

coupeuse laser. Et depuis deux ans nous expérimentons des solutions pour produire et fabriquer des filaments 3D à partir de déchets plastiques.

Dans ce cadre et à partir de cette initiative de création de filaments 3D, nous avons été associés au projet Makers Nord Sud après avoir rencontré Hugues Aubin, qui a fédéré et initié le réseau des fablabs de Rennes. En Europe, on peut commander sur internet les consommables, ce qui n'est pas le cas en Afrique de l'ouest où ils dépendent énormément des projets de solidarité internationale et de développement pour avoir des composants (filaments 3D...). L'objectif était de venir à Cotonou avec les pièces nécessaires à la construction des machines et avec Médard Abderyazon et son équipe du Blolab de Cotonou, nous les avons fabriquées ensemble, dans un but de transmission, afin qu'ils puissent les utiliser ou les réparer plus simplement.

Nous avons mis en place trois machines basées sur les plans précieux plastique (plastique précieux) afin de fabriquer des filaments 3D au Blolab de Cotonou :

- Un broyeur électrique qui permet d'obtenir des copeaux de plastique à partir notamment de déchets d'impression 3D.
- Une extrudeuse qui fait fondre le plastique broyé pour en faire le filament plastiques.
- Un système de bobinage qui refroidit et met en bobines le filament plastique.



Photo : A gauche, Médard Abderyazon et à droite, Quentin Orhant

L'imprimante 3D permet, après avoir modélisé un objet sur ordinateur, d'imprimer du plastique et d'élever l'objet en imprimant des couches successives de plastique. Ce processus permet de former un objet 3D à partir d'une bobine de filament plastique. Afin de prototyper des objets, il est possible de réutiliser plusieurs fois une même matière grâce au ré-emploi des filaments.

**Comment s'inscrit ce projet dans les transitions actuelles ?**

Le sujet de la pollution plastique est prégnant au Bénin, ce qui a lancé une dynamique au Blolab sur la question environnementale et le recyclage des déchets plastiques. Il y a également les problèmes de souveraineté dans l'approvisionnement en matière première, une certaine résilience territoriale et le désir de revenir à une échelle plus locale. L'une des forces du projet Makers Nord Sud est l'aspect open source : c'est assez nouveau, le fait d'avoir des projets tels que « precious plastic », disponibles gratuitement sur Internet, et qui permettent de réparer et de créer des objets. Il s'agit de servir le bien commun et de donner à tous accès à des innovations qui peuvent être des outils de changement à différentes échelles. Le fait de refabriquer ces machines en open source enlève la dépendance à des projets d'aide au développement et limite les ruptures d'approvisionnement de certaines pièces.





TRIBUNE

# MARIE-EMMANUELLE GRIGNON

## ÉCO-BRETONS : LE WEB MÉDIA DES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES EN BRETAGNE

Photo : Éco-bretons

Marie-Emmanuelle Grignon est journaliste salariée et coordinatrice de la rédaction du magazine Éco-Bretons depuis sa création en 2011. Très investie dans le milieu associatif, intéressée par le journalisme dès son enfance, à la suite d'expériences à la radio Plum FM et à la Gazette du Morbihan, elle s'est tournée vers l'association Éco-Bretons. Au-delà des interviews et de la rédaction d'articles, Marie réalise des formations auprès des services civiques bretons et participe à des événements pour sensibiliser à la presse citoyenne et à l'éducation aux médias via des ciné-débats, des apéro-discussions...

### Éco-Bretons : Quesaco ?

L'association Éco-bretons est un web média territorial consacré aux transitions écologiques, à travers le développement durable et solidaire. C'est un projet collectif de citoyen.ne.s qui militent pour une information libre, indépendante et durable sur le territoire de la région Bretagne. Il vise à inciter à l'écriture citoyenne et à sensibiliser les bre-

tons au thème du développement durable en communiquant sur les initiatives locales inspirantes portées par des associations, des collectifs, des particuliers, des collectivités, ou des entreprises. Éco-Bretons est soutenu par le ministère de la culture, Morlaix Communauté, le département du Finistère et des bénévoles.

### Quels sont les enjeux et les conséquences de la transition écologique ?

Les problématiques concernant l'eau, l'énergie et la protection de la biodiversité sont au cœur des enjeux actuels de la transition écologique. Il y a 15 ans, ces crises paraissaient lointaines, on ne pensait ni à leur émergence si rapide ni à leurs impacts si importants. Le département des Côtes d'Armor, par exemple, traverse en ce moment une crise majeure d'accès à l'eau potable. Elle surgit brutalement, c'est un enjeu fondamental auquel nous ne sommes pas préparés ainsi un mode de vie dans la sobriété s'impose. Les transitions écologiques illustrent le pas-

sage d'un modèle à un autre et les crises économiques, sociales et environnementales ne nous laissent plus le choix : il faut changer de modèle. Avec nos articles, nous sommes dans le positif, en essayant de présenter des initiatives inspirantes. Il s'agit de montrer que des personnes font leur part et qu'il est possible de mettre en place des solutions en Bretagne, en France, et à l'international. L'année dernière par exemple en suivant le festival AlimenTERRE qui résonne en Bretagne et à l'international, en chroniquant des films, en interviewant des acteurs nationaux et internationaux et en essayant de promouvoir une certaine ouverture au monde et une vision plus globale des enjeux écologiques.

### Et votre rôle dans tout ça ?

Notre rôle est de sensibiliser le grand public au quotidien, c'est important de sortir de notre « bulle » car beaucoup de personnes ne sont pas encore dans une démarche de développement durable. Je souhaite rester optimiste : il y a une prise de conscience globale qui vient et va venir des jeunes générations qui sont davantage sensibilisées que les anciennes aux questions écologiques. Nous communiquons sur des initiatives positives telles que sur le thème de l'économie circulaire et le réemploi avec par exemple la création d'une objet-thèque. C'est pourtant un concept évident - une bibliothèque pour des objets - pourquoi on ne l'a pas inventé avant ? Les questions de genre sont aussi importantes pour moi, j'ai réalisé une série de portraits de femmes engagées, qui portent des projets autour des transitions écologiques, et qui ont mené diverses expériences avant de trouver leur chemin. C'est très inspirant, les mœurs ont changé en 10 ans, de plus en plus de femmes montent leur projets, elles n'ont plus peur de se lancer.

”

**C'est un projet collectif de citoyens et citoyennes qui militent pour une information libre, indépendante et durable sur le territoire de la région Bretagne.**

### Un média collaboratif ?

Éco-Bretons a mis en place une rubrique collaborative qui s'appelle « Les plumes citoyennes ». Celle-ci est destinée aux bénévoles qui souhaitent relayer des initiatives de transition écologique, alimentaire, culturelle, sociale, agricole... près de chez eux. Ça va dans le bon sens, cette année le conseil d'administration est particulièrement actif et de nouveaux bénévoles s'engagent.

### Pourquoi lire Éco-bretons ?

Éco-bretons défend une information libre, indépendante et durable. C'est un média associatif sans publicité, qui permet de parler de personnes engagées dans le développement durable ou d'initiatives écologiques qui ne sont pas valorisées par des médias traditionnels. Nous ne sommes pas dans le buzz ou dans une démarche de rentabilité, nous préférons donner la parole aux acteurs eux-mêmes en respectant les questions de genre. Notre posture s'inscrit dans une démarche d'anticipation qui dépasse l'informationnel, c'est un levier pour l'action des hommes et des femmes engagés dans les transitions.

### Une charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique

La charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique a été lancée par quelques journalistes de médias engagés le 14 septembre 2022 avec aujourd'hui plus de 1200 journalistes et rédactions signataires (Médiapart, RFI, france 24, radio nova...) en France. L'objectif de cette charte est que les journalistes s'engagent à faire passer davantage de messages sur la crise écologique dans leurs articles et à communiquer sur cette charte des bonnes pratiques. Il y avait un besoin de lutter contre le greenwashing, de libérer la parole des journalistes et d'entretenir une véritable utilité sociale. Les rapports scientifiques sur la crise climatique, le déclin de la biodiversité dans les écosystèmes sont alarmants, et les activités humaines en sont la cause. Les seuils des limites planétaires arrivent à des niveaux de rupture et une grande partie de l'humanité fait déjà face aux vulnérabilités et conséquences plus ou moins catastrophiques du changement climatique.

**Les problématiques concernant l'eau, l'énergie et la protection de la biodiversité sont au cœur des enjeux actuels de la transition écologique.**

### Les piliers de la charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique :

1. Traiter le climat, le vivant et la justice sociale de manière transversale.
2. Faire œuvre de pédagogie.
3. S'interroger sur le lexique et les images utilisées.
4. Élargir le traitement des enjeux.
5. Enquêter sur les origines des bouleversements en cours.
6. Assurer la transparence.
7. Révéler les stratégies produites pour semer le doute dans l'esprit du public.
8. Informer sur les réponses à la crise.
9. Se former en continu.
10. S'opposer aux financements issus des activités les plus polluantes.
11. Consolider l'indépendance des rédactions.
12. Pratiquer un journalisme bas carbone.
13. Cultiver la coopération.

Retrouvez nous sur :

<http://www.eco-bretons.info/>





DOSSIER

Photo :  
unsplash.com

## 1% SOLIDAIRES : UN LEVIER D'ACTION POUR LES COLLECTIVITÉS !

L'accès pour toutes et tous aux services essentiels, soit à l'eau et à l'assainissement, à un approvisionnement en énergie fiable et à un service de gestion des déchets sûr, constitue un enjeu de coopération internationale au travers des Objectifs de développement durable (ODD). Des dispositifs permettent aux collectivités françaises d'engager des moyens et de l'expertise avec l'aide d'ONG pour contribuer à répondre collectivement à ces enjeux. Un programme national porté par des réseaux multi-acteurs promeut ces dispositifs et accompagne les acteurs à s'en saisir.

Du fait de leurs compétences territoriales, les collectivités et les intercommunalités disposent d'une expertise indéniable dans le secteur des services essentiels. Le cadre juridique s'est progressivement structuré pour leur permettre de consacrer une partie de leurs ressources et compétences à des projets de solidarité internationale.

Les collectivités territoriales disposent de plusieurs dispositifs pour s'engager en faveur des services de essentiels et notamment les 1 % Eau, Energie et Déchets.

Si chacun de ces dispositifs dispose de règles spécifiques, ils ont une philosophie commune : créer des mécanismes de financement solidaire. Ils permettent aux collectivités de consacrer jusqu'à 1 % de leurs recettes propres issues de ces

trois secteurs au soutien de porteurs de projets de leur territoire ou à des actions de coopération décentralisée. Cependant, la logique sectorielle des 1 % ne favorise pas l'adoption d'une vision intégrée des services de base. Chaque dispositif reste ainsi cloisonné, avec ses propres règles, sa propre assiette, son propre écosystème d'actrices et d'acteurs. Or, il est nécessaire de passer d'une approche sectorielle à une approche intégrée du fait de l'interdépendance de ces services : l'accès à l'énergie est un facteur clé pour pérenniser l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les petites et grandes agglomérations ne peut se concevoir sans agir sur la problématique des déchets solides et la valorisation des déchets peut constituer une source d'énergie renouvelable.

### Les 1% solidaires : un programme au service des initiatives des acteurs

Face à ce constat, un consortium de réseaux thématiques et régionaux porte un programme visant à favoriser une approche transversale entre ces dispositifs pour croiser ces trois champs d'actions.

Le programme vise à apporter une cohérence intersectorielle entre les actrices et acteurs des services essentiels et à les mobiliser sur la réalisation des ODD. Ainsi, les RRMA, avec l'appui des réseaux thématiques, proposent un accompagnement de proximité au travers :

1. D'un accompagnement des acteurs pour le montage de projets intégrés dans les trois secteurs
2. D'une mise en réseau des porteurs de projet et des professionnels
3. De la valorisation des dispositifs et des projets intégrés innovants
4. De l'animation de quatre groupe pays autour des 1% solidaires : Madagascar, Sénégal, Togo, Burkina Faso
5. De publication de ressources à destination des collectivités et associations

### Vous êtes une collectivité, comment s'engager ?

Les collectivités peuvent mobiliser les 1% Solidaires de plusieurs manières. Elles peuvent par exemple, dans le cadre de projet de coopération décentralisée, s'engager financièrement et mettre à disposition leur expertise. Elles peuvent

”

**Les collectivités territoriales disposent de plusieurs dispositifs pour s'engager en faveur des services essentiels et notamment les 1 % Eau, Energie et Déchets.**

également appuyer les initiatives des acteurs de leur territoire dans les domaines ciblés en créant un fonds dédié.

### Vous êtes une association ? Mobilisez votre collectivité !

Plus de 90 % des projets des collectivités impliquent l'intervention d'ONG, depuis la fourniture d'expertise jusqu'à la réalisation intégrale des projets. Ainsi, même si la mise en place de ces dispositifs dépend d'une volonté politique, les forces vives des territoires (OSC, entreprises, ou autres) peuvent également prendre le sujet en main et en discuter avec les élus locaux.

### Pour en savoir plus, contactez votre réseau régional !

#### Le programme 1% solidaires

Durée : 2021-2024

Montant : 1 million € majoritairement financé par l'AFD et l'ADEME

#### Le consortium :

- **pS-Eau**, créé en 1984, est le réseau multi acteurs œuvrant pour l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, il promeut depuis sa création le 1% eau.
- **AMORCE**, créé en 1987, est un réseau de collectivités offrant un partage d'expériences et un accompagnement. Il est pilote du 1% déchets et sensibilise les collectivités à ce dispositif.
- **CICLE**, créé en 2015, est un réseau multiacteurs de coopération en matière de climat et d'énergie. Il contribue à animer les dynamiques autour du 1% énergie.
- **La CIRMA**, créée en 2019, structure le dialogue entre 13 réseaux régionaux multiacteurs. Dans le cadre de ce programme, 5 RRMA sont partenaires : So-Coopération (Nouvelle-Aquitaine), Lianes Coopération (Hauts-de-France), Centraider (Centre Val de Loire), BFCI (Bourgogne-Franche-Comté) et Gescod (Grand-Est).

## LE DISPOSITIF SOLIDAIRES PLURIELS

**Solidaire Pluriels : un nouveau dispositif d'éducation à la citoyenneté mondiale pour mobiliser des enfants et des jeunes sur les enjeux de la solidarité internationale et des Objectifs de développement durable (ODD) en Bretagne.**

Le programme Récital-ODD permet à RBS de lancer ce dispositif en Région Bretagne. La mise en place d'un fond régional financé par l'Agence Française de Développement et plusieurs collectivités bretonnes est prévue.

Le dispositif sera lancé fin 2022, il a pour objectifs de :

- Contribuer à l'ouverture au monde par la compréhension des enjeux du développement à l'échelle mondiale, des facteurs d'inégalités et des interdépendances liées au processus de mondialisation
- Susciter l'engagement des jeunes pour la construction d'un monde plus juste et solidaire, en référence à l'Agenda 2030.

L'appel à projet est ouvert à tout acteur breton.



Le projet doit :

- être co-construit par un binôme formé d'une association de solidarité internationale et d'un acteur de l'éducation,
- générer une action de sensibilisation à destination des enfants et des jeunes,
- respecter des critères et des valeurs et s'inscrire dans le cadre des ODD,
- se dérouler sur le territoire breton,
- être déposé dans le cadre de l'appel à projet



Les porteurs de projet peuvent bénéficier d'un appui technique de RBS et de partenaires impliqués en région tout au long du projet : accompagnement du projet, appui au dépôt du projet, formation et échanges de pratiques, suivi et valorisation du projet.

Vous êtes intéressés par ce dispositif, n'hésitez pas à nous contacter : [animation@bretagne-solidaire.bzh](mailto:animation@bretagne-solidaire.bzh)

## DISPOSITIF ISI : UN PROJET ACCOMPAGNÉ PAR RBS ET LE GREF BRETAGNE, ASSOCIATION MARRAINE

Ils sont bien arrivés à LOME au TOGO pour un séjour du 23 octobre au 6 novembre 2022

Conformément à l'agrément du FONJEP au parrainage, dans le cadre de l'appel à projet JSI-VVSI, le GREF Bretagne a accompagné, conseillé, formé 12 étudiant.es de l'Institut d'Ostéopathie de RENNES BRETAGNE, organisés en association (OSI : Ostéopathie Solidarité International). Ils ont obtenu une subvention de 8500 euros (50% du budget) pour un projet d'échanges culturels et de solidarité internationale au TOGO. Au programme, des consultations en binômes dans trois centres de santé dont un dédié aux nourrissons et un autre aux handicapés. Chaque binôme est constitué d'un français et d'un togolais. Les étudiants togolais sont en formation de kinésithérapie, et accompagnés de tradithérapeutes. L'objectif : partager des diagnostics et échanger sur les soins à prodiguer aux patient.es. Plus globalement, il s'agit, pour les uns comme pour les autres, de faire l'expérience de l'interculturalité, de confronter des points de vue et de s'enrichir mutuellement. Un des tradithé-

rapeutes se trouve être l'entraîneur de l'équipe nationale de football féminin togolais et des échanges avec les sportives sont aussi prévues qui aborderont des questions plus larges concernant l'égalité des femmes et des hommes. Pour être éligible à l'appel FONJEP, l'association demande doit apporter la preuve que sur place une équipe de jeunes soit constituée : les ostéopathes étaient attendus, le projet coconstruit bien en amont et ils auront bien d'autres choses à partager sur leurs conditions de vie. Au retour, le parrain sera présent pour aborder la dernière étape, celle de la restitution et des actions possibles en matière d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité internationale (ECSI).

Marie-Brigitte Duigou, Gref Bretagne



## FONJEP TROIS DISPOSITIFS JEUNESSE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**A PARTIR DE 2023, RBS co-portera avec le Fonjep la coordination des comités régionaux de 3 dispositifs en faveur de la jeunesse et de la solidarité internationale. RBS appuiera notamment le développement de ces dispositifs en Bretagne**

Deux dispositifs portés par le MEAE visent à soutenir la mobilisation des jeunes dans la solidarité internationale :

1. Les programmes « Jeunesse et solidarité internationale » (JSI) et « Ville, vie, vacances et solidarité internationale » (VVSI) soutiennent des projets de jeunes dans des pays en développement, permettant aux jeunes français et aux jeunes des pays partenaires de se rencontrer, d'échanger et d'agir ensemble ; de promouvoir les activités collectives, solidaires et durables ; et d'encourager l'action des organisations de jeunesse en faveur de la paix, de la cohésion sociale, de l'implication des jeunes dans la vie locale et la démocratisation des sociétés.

2. Le programme « Initiatives pour la solidarité internationale » (ISI), mis en place en réponse à la crise provoquée par la pandémie COVID-19, est pérennisé pour soutenir, sur le territoire français, les dynamiques d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) auprès des jeunes, et l'engagement des jeunes dans des projets collectifs abordant les questions d'interculturalité et de solidarité internationale. Il peut également marquer la première étape dans un parcours d'engagement, débouchant sur une mobilité internationale. Présentation détaillée sur [www.fonjep.org](http://www.fonjep.org)

Vous êtes intéressés par ce dispositif, n'hésitez pas à nous contacter : [animation@bretagne-solidaire.bzh](mailto:animation@bretagne-solidaire.bzh)

## LE FESTIVAL ALIMENTERRE : L'ECSI DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AGRICOLES BRETONS.



Les 26 et 27 septembre 2022, la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF), en partenariat avec le Réseau Bretagne Solidaire (RBS) et les coordinations départementales du festival Alimenterre, a proposé deux jours de formation à destination des établissements scolaires agricoles bretons.

Fruit d'un partenariat entre RBS et la DRAAF depuis 2021, cette formation a été pensée afin de développer les projets d'éducation à la citoyenneté et solidarité internationale dans les lycées agricoles bretons grâce au festival Alimenterre. Premiers concernés par les enjeux alimentaires mondiaux, la sensibilisation des futurs professionnels agricoles est un enjeu majeur. Le festival Alimenterre, grâce à ses outils pédagogiques clés en main offre un potentiel d'apprentissages et de projets en lien avec le territoire. Pendant deux jours, les enjeux alimentaires mondiaux ont

été décryptés, des outils d'ECSI ont été testés et les questions socialement vives ont été abordées, toujours dans un esprit d'éducation populaire grâce à la co-animation du Resia, du Cicodes, de Xylm et d'Optim'ism, coordinations locales du festival. Les enseignants sont repartis avec une boîte à outils et des idées de projets à mettre en place plein la tête.



TÉMOIGNAGE

## LES ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE 3A EN SÉJOUR D'IMMERSION AU BÉNIN

### Étudiants de l'école 3A

Pierre BRUNO-MIGNOT | Lucille CHARBONNIER  
Coline FERTIN | Noémie FREYBURGER  
Alexia GALLET | Valentine HACQUARD  
Lucile MACÉ | Nirry RANDRIANTSILEFITRA

Un groupe d'étudiants en master coopération et action humanitaire à l'école 3A de Rennes a réalisé un séjour d'immersion au Bénin, au sein du Groupement Intercommunal des Collines (GIC). Ils reviennent sur cette expérience marquante en juin dernier.

### Quel est l'objectif de ce séjour d'immersion au Bénin ?

L'objectif de ce séjour d'immersion est de rencontrer les partenaires sur place et de répondre à un appel à projet fictif de 200 000 € afin de renforcer l'autonomie alimentaire au Bénin. En tant qu'étudiants, nous nous sommes mis dans une posture de monteur de projet, en se basant sur des faits réels tels que l'état du terrain, les difficultés rencontrées, l'analyse des besoins et de la situation du territoire au Bénin.

Le séjour d'immersion sur le terrain permet de confirmer les actions et supports de projet (planning, dossier technique et financier...) que

nous avons proposé pour résoudre ces problèmes. Nous sommes dans la découverte d'un secteur qui nous intéresse et qui prône de fortes valeurs sociales, environnementales, solidaires et humanitaires. Notre projet transverse s'est réalisé dans un premier temps avec l'association Toko Bio basée à Lorient, et après un an d'étude du projet, nous sommes passés à sa concrétisation directe dans le domaine de l'agriculture au Bénin. Notre formation vise principalement à devenir chef de programme ou coordinateur de projet, elle comporte des modules de gestion de projet humanitaire, de financement d'une mission, la gestion post crise afin d'aider au développement de la population après une mission d'urgence.

### Comment avez-vous pu préparer ce voyage ?

Ce séjour n'était pas obligatoire dans notre formation, cependant, nous souhaitions nous investir dans ce projet, après un an d'étude et aller à la rencontre des coordinateurs sur le terrain. Nous avons donc fait fonctionner nos réseaux et le Réseau Bretagne Solidaire a fait le lien avec Toko bio, une association lorientaise de soutien à l'autonomie

agricole et participé au financement du projet. L'association Jeunes à Travers le Monde nous a également appuyé dans nos démarches.

### Quel est le lien de votre séjour d'immersion avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) ?

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de différents Objectifs de Développement Durable (ODD). Il s'agit de soutenir l'agriculture locale, de voyager via des transports plus écologiques, d'aider à l'éducation sur les enjeux climatiques et alimentaires, d'éviter de gaspiller l'eau, de favoriser l'emploi des jeunes, l'égalité des genres...

### Quels ont été les éléments marquants de votre séjour d'immersion ?

Ce stage d'observation, au sein d'une structure durant une dizaine de jours sur différents projets nous a permis de partager nos compétences et nos connaissances. En tant que jeune, c'est l'opportunité d'avoir des expériences et de participer à son échelle à des transitions via des échanges en mobilité internationale. La posture est très importante, il est nécessaire de co-construire les projets avec les partenaires locaux, de les lier au projet, de favoriser l'échange de pratiques.

Des expériences internationales favorisent l'expérience du terrain et permettent de se construire, de forger son opinion, au travers des rencontres, du partage de connaissances et des phases d'apprentissage. Le Bénin est un pays qui développe et travaille énormément sur les transitions écologiques et sociales, le développement du territoire et de l'agroforesterie. Sur place, les coordinateurs du GIC nous ont présenté le projet d'Appui à la Mobilité du Bétail pour un Accès aux Ressources et aux Marchés en Afrique de l'Ouest. Nous avons présenté les projets devant 70 étudiants lors de la rentrée de l'école 3A en expliquant le montage du projet : avec qui, qu'est ce qu'on a fait sur place (partage d'expériences)... dire que c'est possible, pour concrétiser un projet le terrain, que ça permet de mobiliser le réseau. Ces dix jours de voyage et de rencontres ont

profondément changé quelque chose en nous sur le plan humain et professionnel. Cette expérience, dans un

contexte culturel, de croissance économique, et de sécurité très différent, a confirmé nos convictions à travail-

ler dans ce domaine et nous a donné de l'humilité, par rapport au respect des autres et à la multiculturalité.

## DU BURKINA FASO À L'ÉCOLE 3A

### Pamphile Valea

Pamphile Valea, étudiant burkinabé en Master 2 à l'école 3A et en alternance à l'AFDI.

### Peux-tu nous décrire le parcours qui t'a mené au Master 2 à l'école 3A à Rennes ?

Après une licence en communication et organisation des entreprises à Ouagadougou, j'ai rejoint le monde du travail dans une agence de communication pour avoir de l'expérience et subvenir aux besoins de ma famille. J'ai ensuite été repéré sur les réseaux sociaux afin d'être animateur dans un projet de l'ONG américaine « Planète familiale globale ». L'objectif était de sensibiliser les autres jeunes à la santé sexuelle et reproductive et de créer des espaces d'expression via des concours de talents, des activités sportives et socio-culturelles. En parallèle, j'ai créé une agence de mise en relation entre employés et entreprises. En 2021, j'ai travaillé sur les problématiques des agriculteurs en Afrique de l'Ouest via l'organisation d'ateliers, de formations, de conférences de presse pour la Confédération Paysanne du Faso afin de tenter de répondre aux problématiques foncières, de la transformation et de la commercialisation de leurs produits. Ayant une maman Peule, issue d'une famille d'éleveurs, j'ai été sensibilisé à ces sujets.

Puis j'ai eu l'envie de continuer mes études, une licence retrainant mes projections. En recherchant une école en France, j'ai rencontré Jean-François Grongnet, qui est professeur à l'école 3A et administrateur du Réseau Bretagne Solidaire, et après avoir effectué les démarches, j'ai été accepté dans la filière coopération internationale et humanitaire. Avec des parents dans l'humanitaire et le développement, j'ai été conforté pour me diriger vers ces domaines depuis mon plus jeune âge. Je suis très admiratif envers les personnes exerçant ces métiers, qui permettent de redonner de l'humanité, de l'espoir, et un nouveau départ à ceux qui ont tout perdu.

### Comment s'est déroulée ton arrivée en France et ta recherche d'alternance ?

Je suis arrivé en France le 22 septembre 2021 et l'intégration n'est pas forcément facile, il y a le climat, une manière de vivre davantage individualiste, et il est nécessaire de se concorder dans les comportements et manières d'être dans les relations avec les personnes. Les associations Abadas et Agir ABCD m'ont bien accueilli, en m'aidant à trouver un logement, une alternance à l'AFDI.

En 2022, j'ai effectué un stage avec Abadas dans une exploitation caprine à Pacé (mini laiterie de transformation : yaourt, crème et fromage), et bovine à Nouvoitou (lait et revente) pour m'imprégner des techniques de travail des agriculteurs en Bretagne. L'objet de ce stage était de faire des vidéos tutoriels par étapes de fabrication (traite, conservation, transformations) qui seront destinées à des agriculteurs en Afrique. Pour l'association Agir Abcd, j'ai été également chargé d'organiser une conférence de presse pour l'en-voi d'un semoir au Sénégal.



### Que souhaites-tu faire à l'avenir ?

J'ai envie de découvrir d'autres pays, et quand je reviendrai en Afrique, je souhaiterais travailler comme chef de projet sur une coopération Afrique-France dans le développement de l'agriculture et de l'élevage. Je souhaiterais organiser un plaidoyer avec les autorités locales pour financer ces domaines dans les projets de développement et contribuer directement à l'équipement et à la formation des éleveurs et des agriculteurs.

### Une transition sécuritaire, éducative et alimentaire nécessaire au Burkina Faso

Au Burkina Faso, 80 % de la population travaille dans l'agriculture et avant le dernier coup d'état au Burkina Faso, il y avait déjà plus de deux millions de réfugiés internes qui quittaient la campagne pour se réfugier en ville. J'espère que des actions vont être mises en œuvre pour protéger ces populations et sécuriser les zones où ils étaient. Au Burkina Faso, il y a un manque de techniques et de matériel d'élevage afin de faciliter le travail. Une mécanisation avec des tracteurs, des semoirs et la formation de personnes pour leur utilisation et leur entretien sont nécessaires. Il faudrait favoriser un transfert de compétences, de technologies et organiser des formations pour atteindre une auto-suffisance alimentaire, et permettre aux agriculteurs de transformer et commercialiser leurs produits.

## FORUM RENNAIS DES CACAOCULTEURS ET CHOCOLATIER ENGAGÉS



Photo : Cacao pour la paix

Les 25 et 26 novembre 2022 se tiendra le Forum rennais des Cacaoculteurs et Chocolatiers engagés au Campus The Land de Rennes (ex campus 3A).

Thème principal - Sur quelles réalités et quels enjeux les cacaoculteurs peuvent-ils agir et comment pouvons-nous les accompagner dans la culture du cacao durable ?

Participants :

- L'ensemble des acteurs de la filière cacao durable et équitable
- Des organisations du commerce équitable
- Des chocolatiers
- Des délégations de l'Amérique latine et de la République

démocratique du Congo

- Des labels du commerce équitable

**Pourquoi un Forum rennais des Cacaoculteurs et Chocolatiers engagés ?**

Le Forum rennais des Cacaoculteurs et Chocolatiers engagés est le TEMPS FORT international annuel de sensibilisation et de mobilisation citoyenne autour des enjeux majeurs du cacao et du chocolat bio & équitable. C'est un événement militant qui soutient le combat des acteurs engagés de la filière cacao du monde. Et ceci, en créant un cadre citoyen de concertation, d'échange, de rencontre B to B et d'exposition.

**Inscriptions et plus d'information :**  
cacaopourlapaix@gmail.com

## DE LA BD À LA TV

Liban Doualé, bénévole de TIMILIN, est un jeune chamelier somalien arrivé en France en janvier 2018 après un long périple entre la vie et la mort de sa brousse natale au Centre-Bretagne. Son histoire est le moteur d'un projet artistique, pédagogique et interculturel labellisé Africa 2020 et BD 2020.



Photo : Niko, portrait de Liban Doualé

Dans le cadre d'une série de 20 portraits qui seront diffusés sur TV5 Monde, Liban Doualé a participé à un tournage les 20 et 21 juin 2022 pour les besoins d'un documentaire de 26' qui lui est dédié. L'équipe de Memento Production accueillie par Liban et ses amis pontivyens a travaillé sous la double direction de Magloire, à l'initiative du concept, et de la réalisatrice Yaëlle Benaim.

Les prises de vue et les interviews se sont déroulées en différents lieux de Pontivy, sans repérage préalable grâce à l'appui en amont de Fran-

çoise Ramel, présidente de l'association TIMILIN. Pour commencer à tirer le fil de cette histoire d'exil, le tournage a débuté « Rue du fil » justement, dans l'atelier de Nicolas Le Tutour, Niko, co-auteur avec Liban Doualé du roman graphique « Qalbi jab » (cf. article de la revue de RBS « Résilience », 2021). Le lycée Joseph Loth continue de travailler avec des classes de 2de sur le thème de l'exil suite aux interventions remarquées de Liban Doualé et Niko

dans l'établissement en 2021.

La diffusion du portrait de Liban Doualé est programmée par TV5 Monde en janvier 2023.

**Contact projet « Qalbi jab » :**  
francoise.ramel@outlook.fr

## LA RSE DANS LES ENTREPRISES AFRICAINES : DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE



Un cycle de webinaires est organisé du 27 octobre au 08 décembre 2022.

Comment accompagner les TPE et PME africaines à s'approprier les enjeux de RSE, et à s'engager de façon autonome à travers des initiatives volontaires ? Comment s'appuyer sur les grandes entreprises donneuses d'ordres, sur les acteurs financiers, afin de faire des TPE et PME africaines, des acteurs engagés, durables, et qui contribuent à leur performance environnementale, sociale et sociétale ? Telles sont entre autres, les questions

auxquelles tentera de répondre ce cycle de webinaire-formation intitulé : La RSE dans les PME africaines, de la théorie à la pratique, comment s'engager et avec quels outils ? Ce cycle s'inscrit en amont du projet de formation en matière de RSE sur le modèle de la « Fresque du climat » qui sera

lancé en 2023. RSE ET Développement agit en faveur d'une économie plus juste, responsable et durable. Nous combinons digital, actions sur le terrain et communauté pour diffuser des savoirs, renforcer les capacités et mettre en réseau tous les acteurs, afin de renforcer la contribution des entreprises au développement durable des pays du Sud, en Afrique Francophone plus particulièrement.

**Plus d'informations :** <https://www.rse-et-ped.info/>

## PREMIERS DÉPARTS POUR DES SERVICES CIVIQUES DU RÉSEAU BRETAGNE SOLIDAIRE

Pour la première fois, deux services civiques agréés par le Réseau Bretagne Solidaire vont se rendre à l'étranger.

L'association Banka Life, qui coordonne un service d'ambulance va accueillir deux services civiques dans la commune de Banka au Cameroun de janvier à août 2023. Anais Uhling et Baptiste Casu auront pour objectif de sensibiliser la population à l'utilisation du service d'ambulance et d'améliorer avec les populations les systèmes de toilettes sèches.



De gauche à droite : Baptiste Casu, Christian Kalieu (Benka Life), Anais Uhling



Photo : Sahara Drask Eskemm

DOSSIER

## SAHARA DRASK ESKEMM, DU CONCOURS INTER-LYCÉE DE LANNION À L'ÂME DU DÉSERT

Décembre 2019 : le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports sollicite les associations pour faire remonter des initiatives visant à enrichir la programmation de la Saison Africa 2020. Six jeunes bretonnants repérés grâce au concours inter-lycée de Lannion acceptent de s'engager au pied levé dans un projet de coopération autour des cultures sahariennes, intitulé Sahara Drask Eskemm (en breton, Drask = grive musicienne, Eskemm = échange).

Le dossier de demande de labellisation monté en urgence par l'association TIMILIN bénéficie de l'appui de Chloé Kiddem, enseignante en charge des relations avec le Maroc à la DAREIC, service international du rectorat. Un financement de la Ville de Pontivy donne du crédit à la proposition comme la participation assurée de plusieurs partenaires médias fiables. La force du projet repose avant tout sur un imaginaire collectif qui a nourri tant de générations autour des hommes bleus, mis à mal ces dernières décennies par

l'implantation de groupes terroristes au Sahara.

La mission des six lycéens et étudiants bretons repose sur l'esprit de tout projet participatif, managé non pas de façon verticale et hiérarchique mais horizontale, coopérative et solidaire. Le projet les invite à vivre une expérience de résidence musicale dans le désert marocain, pour s'en faire les ambassadeurs dans les établissements à leur retour, à commencer par le lycée la Fontaine des Eaux à Dinan et le lycée Coëtlogon à Rennes, partenaires de Sahara Drask Eskemm.

L'idée de départ est simple. Il s'agit de miser sur la réussite d'une rencontre et d'un choc culturel fort pour donner envie à d'autres jeunes de s'intéresser aux modes de vie des populations nomades, à leur histoire singulière, à des sujets qui prennent un éclairage très différent si on les aborde par ce prisme : le réchauffement climatique, jeunesse et ruralité, flux migratoires, mais aussi valorisation du patrimoine et création contemporaine, ou

encore les enjeux de l'égalité femme-homme, les notions d'identité et de diversité culturelle.

Le champ d'exploration est immense. Les supports ne manquent pas pour d'intéressantes progressions pédagogiques qui voudraient inclure une réflexion et des réalisations portées par les élèves eux-mêmes sur la coopération et la solidarité internationale.

Eliaz Le Bot, Riwal Cabon, Gweltas Rault, Fabian Cadoudal, Elouan Ar Braz, Iwan Audran ont alors 17 et 18 ans. Ils habitent à Vannes, Sizun, Pontivy, Lannion... Leur univers est celui des festnoz et des concours de bagadou. Réunis grâce au lycée Diwan, les membres du groupe sont dispersés selon leur choix de poursuite d'études. Ils envisagent de continuer à se produire ensemble. Ils parlent de faire évoluer leur répertoire et d'intégrer à leur set des morceaux de leur composition. « Sahara Drask Eskem » leur ouvre une porte inespérée à l'international, deux ans après avoir obtenu le 1er prix de la Finale du Kan ar Bobl à Pontivy.

En mars 2020 Sahara Drask Eskemm est le 1er projet Africa 2020 à démarrer en Bretagne. Le groupe DRASK est attendu à Ouarzazate par six jeunes musiciens berbères, un groupe en plein essor, Tarwa N-Tiniri. Les six bretons sont prévus à l'affiche du Festival international des nomades à M'hamid el Ghizlane le 19 mars, un événement majeur qui rassemble artistes et télés du monde entier dans un cadre d'exception au Sud-Est du Maroc. Cette opportunité ne peut qu'influer positivement sur leur future carrière professionnelle. La découverte d'une autre culture, d'un autre environnement, nourrit leur motivation autant que la promesse de cette visibilité internationale.

Malheureusement, le vol Nantes-Ouarzazate réservé pour le 13 mars 2020 coïncide avec les premiers impacts d'une pandémie mondiale et la fermeture des frontières. Fin de l'histoire ? Heureusement, non.

La rencontre entre Drask et Tarwa N-Tiniri n'a encore pas eu lieu. A cause de la durée de la pandémie,

mais aussi parce que le label Africa 2020 ne s'est pas accompagné du financement national sollicité (4000 euros) pour permettre la mise en oeuvre d'une telle ambition mobilisant artistes, enseignants, structures culturelles et médias. Le concert de Tarwa N-Tiniri programmé par la Ville de Pontivy le 6 août 2020 n'a pas été reprogrammé à ce jour, nous privant du financement pour organiser la venue de nos partenaires en Bretagne.



**Sahara Drask Eskemm est le 1er projet Africa 2020 à démarrer en Bretagne.**

Avec les risques sanitaires, les festou noz ont été interdits. Faute de scènes, le groupe Drask n'existe plus. Chaque jeune a poursuivi sa route selon ses aspirations artistiques et choisi ses priorités pour continuer à travailler à son avenir en tant qu'artiste professionnel malgré un avenir menacé pour le spectacle vivant.

Pour les jeunes berbères, amis d'enfance ayant grandi dans le même quartier, la donne est différente. Malgré une crise sans précédent au Maroc, a fortiori au Sahara, où le revenu des familles repose d'abord sur une activité touristique réduite à néant, Tarwa N-Tiniri parvient à maintenir une actualité et continue à grimper en flèche dans les charts internationaux. Leurs morceaux sont diffusés par plus de 150 radios sur tous les continents.

Au regard de ce potentiel, l'association Timilin a mobilisé des moyens humains et des liens d'amitié pour garder à flot le projet « Sahara Drask Eskemm » en provoquant d'autres types de rencontre. Des actions ponctuelles impliquant des établissements à Dinan, Rennes, Casablanca et Tripoli au Liban ont permis de continuer à susciter de l'intérêt autour des cultures sahariennes.

Des échanges à distance avec des artistes au Niger ont conforté l'idée que la dynamique et la sensibilisation engagées en Bretagne permettaient d'ouvrir des portes, de faciliter leur mobilité en Afrique malgré la pandémie. L'énergie mutualisée grâce à Sahara Drask Eskemm par de-là les frontières ou les modes d'expression, a nourri l'espoir, l'engagement de chacun, et élargi nos horizons au moment où nous en avons tant besoin.

Partout où cela avait du sens, nous avons présenté l'ambition de cette démarche solidaire à décliner de façon originale selon les attentes de chacun : à l'IUT de Lannion, au Rectorat, à la Maison internationale de Rennes, ou lors d'émissions de radio « Spéciale Africa 2020 ».

Grâce à cette communication positive, il nous a été possible d'enrichir et de consolider la proposition de départ en intégrant à l'équipe artistique deux musiciens franco-marocains ayant une très belle expérience à partager en matière d'échange interculturel dans le domaine des musiques actuelles : Mehdi Chaïb, saxophoniste du groupe Global Gnawa, et Naël El Boujarfaoui, pianiste. L'opiniâtreté, autant que la qualité du propos, les liens d'amitié tissés malgré la distance, explique que les six jeunes bretons ont

réaffirmé en 2022 leur engagement dans « Sahara Drask Eskemm ». Gweltas Rault est en service civique à Dastum, Fabian Cadoudal est salarié à Mordelles, il répare des accordéons chez son ancien maître d'apprentissage, Iwan Audran, Eliaz Le Bot et Elouan Ar Braz étudient au Pont supérieur, Riwal Cabon prépare un diplôme post-bac de technicien Son et espère intégrer une école renommée dans la région parisienne.

L'objectif de la rencontre avec Tarwa N-Tiniri tient toujours, en Bretagne et au Sahara. Il nous faut encore trouver le financement et planifier l'organisation, mais TIMILIN a pu organiser un premier atelier de pratique artistique « Sahara Drask Eskemm » à Lannion le 19 avril 2022 grâce à l'appui de Tréfina Kerrain, adjointe au Patrimoine, à la Culture et à la langue bretonne.

Le grand saxophoniste de jazz Mehi Chaïb a rencontré pour la première fois les jeunes musiciens bretonnants. Il leur a donné des clés pour pouvoir appréhender le style de différentes musiques marocaines et africaines. C'est déjà le début du voyage ! Il n'y a plus qu'à s'armer de patience, voire espérer que nous serons toujours plus nombreux à croire dans la réussite de cette action qui permet de croiser tant d'expériences artistiques, pédagogiques, humaines, avec en prime une ouverture sur le bilinguisme et l'égalité dignité entre les cultures.

Sahara Drask Eskemm explore la valeur ajoutée d'une identité assumée par des jeunes ruraux à travers l'expression d'une énergie créative qui met tout le monde d'accord.

Nous sommes fin prêts à vous emmener sur la piste des anciennes caravanes du Sahara.

Contact projet :

francoise.ramel@outlook.fr

Le Réseau Bretagne Solidaire vous accompagne depuis Rennes dans vos projets internationaux, et d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI). N'hésitez pas à nous contacter au 07 80 59 85 21 et par mail : communication@bretagne-solidaire.bzh

## NOS MISSIONS



### DÉVELOPPER, RENFORCER ET ANIMER LES DYNAMIQUES MULTI-ACTEURS

- par la création et l'animation de groupes de travail,
- par la mise en place d'un réseau régional de référents géographiques et thématiques,
- par la présence dans les événements régionaux,
- par les liaisons avec les autres acteurs nationaux.



### ACCOMPAGNER LES PORTEURS DE PROJETS À CHAQUE ÉTAPE DE LEUR PROJET À L'INTERNATIONAL

- par l'accueil et l'orientation,
- par l'élaboration d'une programmation événementielle régionale (formations, déjeuners « Coup de pouce », soirées Apéropitch, grand événement annuel, etc.),
- par la mise en place de permanences départementales,
- par l'actualisation d'une base de données des financements,
- par la mutualisation et la valorisation au plan régional de la venue de personnes ressources,
- par la valorisation de témoignages pour promouvoir la coopération et la solidarité internationale,
- par la mise à disposition de services développés avec nos partenaires.



### FAIRE RAYONNER ET VALORISER DES PROJETS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DE SOLIDARITÉ

- par une représentation dans les instances,
- par l'organisation d'actions de sensibilisation (Festisol, conférences/débats, etc.),
- par le développement des relations média,
- par l'actualisation d'un annuaire régional et d'une cartographie des projets, en libre accès,
- par la valorisation des voix du Sud.

Plus d'informations sur les événements et formations sur notre site internet : [www.bretagne-solidaire.bzh](http://www.bretagne-solidaire.bzh)

## NOS PARTENAIRES



## L'ÉQUIPE SALARIÉE



**Agathe Neveu**

Chargée des campagnes citoyennes



**Thomas Mérer**

Chargé de communication

## EVA, UNE NOUVELLE DIRECTRICE POUR RBS



Engagée en tant que bénévole et professionnelle depuis 20 ans dans la coopération et la solidarité internationale en faveur des Droits Humains, je suis heureuse de rejoindre le Réseau Bretagne Solidaire acteur majeur de la solidarité internationale et des transitions en Bretagne. Dans un contexte de crises, la solidarité est la valeur qui doit plus que jamais guider nos actions.

### Réseau Bretagne Solidaire

Rennes  
Tél. : 07 80 59 85 21  
communication@bretagne-solidaire.bzh  
www.bretagne-solidaire.bzh



## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RÉSEAU BRETAGNE SOLIDAIRE

### 17 ADMINISTRATEURS ÉLUS



**Alain Diulein**

**Président**  
Association Ille-et-Vilaine Mopti (AIVM)



**Catherine Desbryères**

**Vice-présidente**  
Réseau Solidarités Internationales Armor (Résia)



**Manuel de Lima**

**Vice-président**  
Citoyen



**Françoise Ramel**

**Secrétaire**  
Timilin



**Christine Delacôte**

**Secrétaire adjointe**  
GREF Bretagne



**Ludovic Merlière**

**Trésorier**  
Quénéa Energies renouvelables



**Jean-François Grongnet**

**Trésorier adjoint**



**Katja Krüger**  
conseillère régionale déléguée à la coopération décentralisée et internationale



**Flavie Boukhenoufa**

Ville de Rennes



**Marc le Maguer**

Agir ABCD



**Zahra Id Ahmed**

RSE et PED



**Gilles Maréchal**

Terralim



**Michel Lever**

Solidarité internationale



**Benoît Pelichet**

Fédération régionale des Maisons Familiales Rurales (MFR) de Bretagne



**Joël Roué**

Electriciens sans frontières (ESF) délégation Bretagne



**Christian Le Moing**

Abadas



**Guillaume Purbuar Nzim-Nziam**

Membre associé, Cacao pour la paix



LES **RRMA** EN **ACTION** **CIRRMA**

DÉCOUVREZ LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS DE LA COOPÉRATION ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

